



NEW STORY

CANNES/

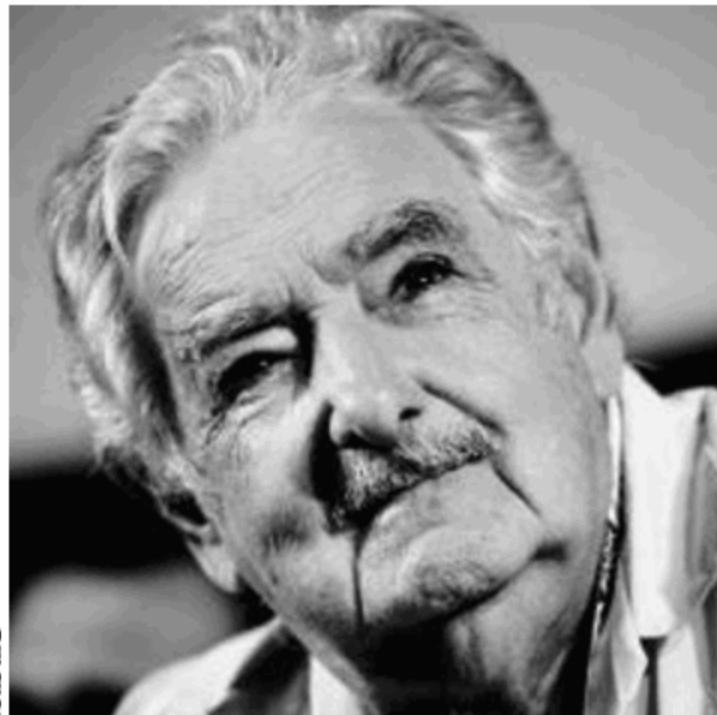
- L'enfer de Gaza dans les yeux de Fatma Hassouna
- L'étrange masterclass de Robert De Niro

8 PAGES FESTIVAL

ENTREPRISES

**Chaque jour,
deux personnes
perdent la vie
au travail**

PAGES 12-13



ROBERTO SERRA, GETTY IMAGES, AFP

URUGUAY Mort de «Pepe» Mujica, un président vraiment normal

PAGES 8-9

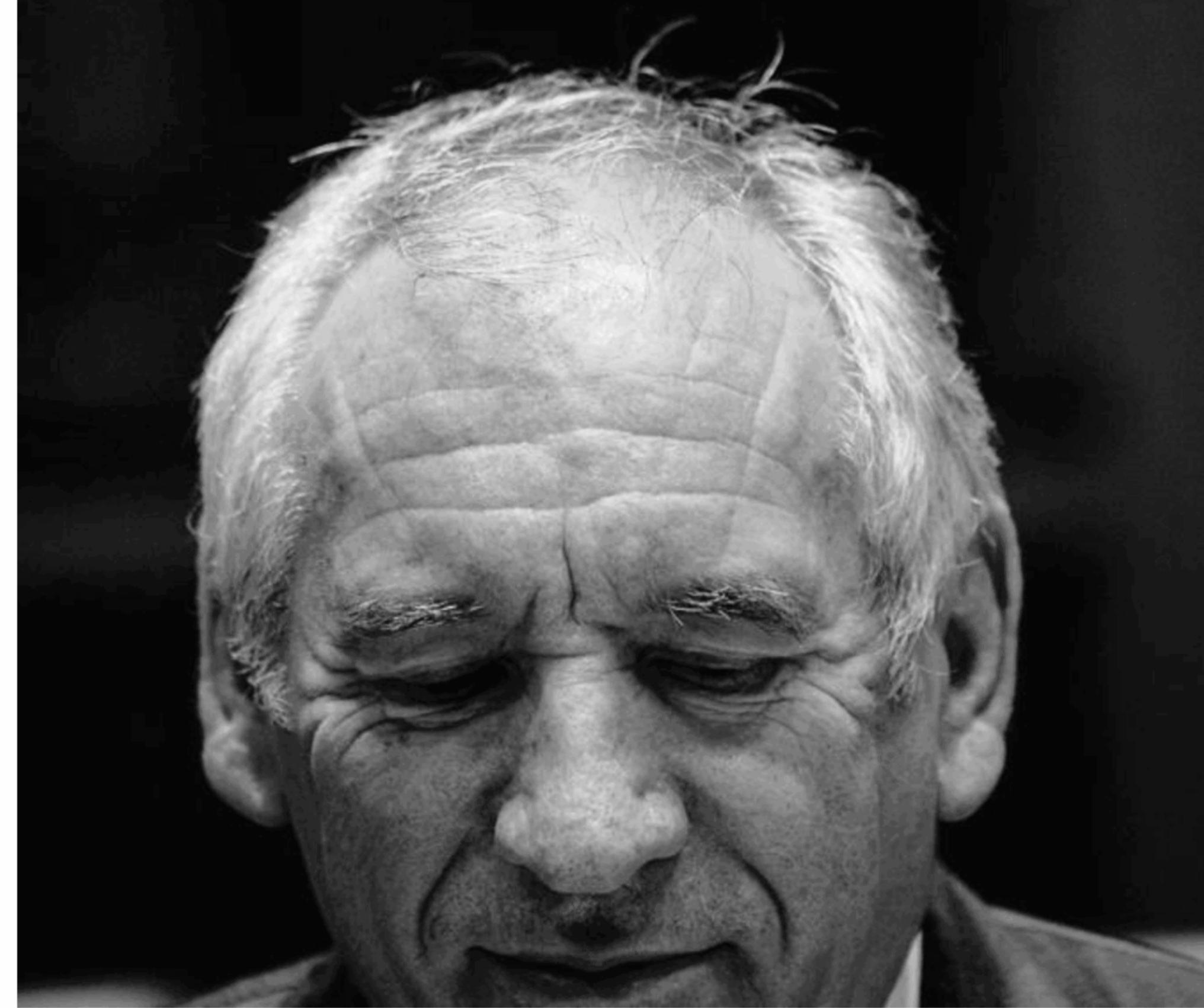
M 00135 - F: 2,80 €


Libération

BAYROU SUR BÉTHARRAM LA STRATÉGIE DE L'EMBROUILLE

Le Premier ministre a été entendu mercredi par une commission d'enquête de l'Assemblée sur l'affaire des violences au sein de l'établissement catholique. Sous serment, il a réaffirmé qu'il n'était pas au courant.

PAGES 2-4



ALBERT FACCILY

EDITORIAL

Par
**HAMDAM
MOSTAFAVI**

Sparadrap

Ceux qui attendaient quelque forme de vérité de l'audition de François Bayrou devant la commission d'enquête parlementaire sur Bétharram seront bien déçus. Le Premier ministre l'a affiché dès le départ : la meilleure défense, c'est l'attaque. Il a choisi de dénigrer la commission pas «*objective*», instrument selon lui d'une cabale politique orchestrée par le député insoumis Paul Vannier. La stratégie était claire : embrouiller. Affichant ostensiblement l'ouvrage *la Meute* de Charlotte Belaïch (journaliste à *Libération*) et Olivier Pérou, qui dénonce le système clanique au sein de LFI, le Premier ministre a entrepris de ne jamais répondre frontalement aux questions des députés. Il s'est concentré sur la remise en cause des méthodes de la commission parlementaire, et la crédibilité des témoignages, notamment celui de l'enseignante Françoise Gullung. Afin de jeter par avance le discrédit sur les résultats de ces auditions, attendus en juin ?

Au milieu de ces invectives politiques et des dénigrements divers, où sont les victimes ? Au-delà de la posture, cette affaire le colle comme le sparadrap du capitaine Haddock. Interrogé ici en tant que Premier ministre, il a lui-même fait le lien entre le personnel et l'aspect politique, alors que cinq de ses enfants ont été scolarisés à Bétharram, que sa fille Hélène Perlant a témoigné des violences subies, que sa femme y a enseigné le catéchisme... «*Je n'ai jamais mis les pieds dans l'établissement scolaire*», a insisté le Premier ministre. Même s'il n'y est pas allé, Bétharram était tout autour de lui. A minima, faire aveu de transparence, alors que de tels faits se sont produits dans son département, dans l'école de ses enfants, et ce alors qu'il était ministre de l'Education. Sans compter l'indécence de se poser en victime dans une affaire où tant d'enfants ont subi des violences. De ce combat politique, la vérité ne sort pas grandie. ◀



Commission Bétharram Bayrou entre déni et discrédit

Mercredi, le Premier ministre a été longuement auditionné sous serment à l'Assemblée nationale pour s'expliquer sur son rôle et ses revirements dans l'affaire qui a touché l'établissement scolaire catholique. Peu convaincant, l'ancien ministre de l'Education s'est évertué à brouiller les pistes.

François Bayrou
à l'Assemblée
nationale,
mercredi.

posés ostensiblement devant lui, dont *la Meute, enquête sur La France insoumise*. Un choix symbolique, le Premier ministre entend bien cibler le corapporteur LFI Paul Vannier, présenté comme le «*prototype du militant cruel si nécessaire*». Car Bayrou, plus offensif que jamais, a une stratégie : discréditer ses interlocuteurs, brouiller les pistes, et reprendre la main. «*Le premier mot qui me vient, c'est : enfin*», lance-t-il en ouverture, malgré l'interdiction formelle des propos liminaires. Il évoque alors les victimes «*qui trop souvent se sont tués*», puis élargit le propos : «*Il y a un continent caché des violences faites aux enfants*.»

Mais très vite, le cœur de l'audition se resserre. Bayrou est interrogé sur ses déclarations du 11 février à l'Assemblée nationale et du 15 février à Pau, où il affirmait : «*Je n'ai jamais été informé de quoi que ce soit de violences, ou de violences, a fortiori sexuelles*.» Or les archives, articles de presse et témoignages, y compris celui de sa propre fille Hélène Perlant l'ont depuis contredit. Il maintient pourtant : «*Je n'ai aucun souvenir à l'époque*», «*aucun document*», «*les seules informations que j'ai eues venaient uniquement par voie de presse en 1995 et en 1997*». Lorsqu'on lui évoque un article de *Mediapart* du 11 février, révélant l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, à celui qui était alors maire de Pau, faisant état de violences commises à Bétharram, il balala : «*Je ne lis pas Mediapart, c'est une hygiène personnelle*».

Paul Vannier insiste : «*Que faites-vous de ces deux alertes de l'enseignante Mme Gullung*?» en référence aux tentatives de la professeure de maths enseignant à Bétharram d'alerter François Bayrou par deux fois, alors qu'il était ministre de l'Education nationale et président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, sur les violences à Bétharram dont elle a fait mention lors de son audition. Bayrou contre : «*Sous serment, je dis qu'elle ne m'a pas informé de rien, et je vais en apporter la preuve*.» Il tente alors de diffuser, sans succès et sous les regards ulcérés et amusés des députés, une vidéo de l'audition de la professeure, ce que la présidente de la commission, Fatiha Keloua-Hachi (PS), refuse séchement. Mais il ne lâche rien jusqu'à ce que la technique l'abandonne. Qu'importe, il s'acharne et décide de lire le script.

La confrontation atteint un nouveau seuil lorsqu'il met en doute la santé mentale de Françoise Gullung. Dans la salle, des députés et journalistes soufflent, consternés. Joint par *Libération*, Jean-François Lacoste Sérès, père d'un enfant victime en 1996, ne cache pas sa colère : «*Il ment. Il l'a démolie*.» Les cibles de Bayrou sont claires : Paul Vannier, accusé d'instrumentaliser politiquement l'affaire, et Françoise Gullung, qu'il traite d'affabulatrice. Dans cette défense en tenaille, le Premier ministre déploie une méthode éprouvée : attaquer, noyer le poisson, s'indigner,

gagner du temps, quitter à s'éloigner des faits.

Bayrou s'en tient à sa ligne, tout ce qu'il sait, il l'a lu dans la presse. Concernant la fameuse inspection menée en 1996, après la plainte d'un parent dont le fils avait eu le tympan perforé, il admet ne pas avoir lu le rapport – de trois pages – en entier : «*Est-ce que je l'ai lu attentivement ? Sûrement pas*.» Et sur l'ampleur de l'enquête menée en trois jours ? «*C'est une vraie vérification*», affirme-t-il. Pourtant, l'inspection a été jugée «*express*» et «*superficielle*» par la commission. L'inspecteur qui l'a rédigé a lui-même estimé qu'il «*ne tenait pas la route actuellement*».

«SOIT IL MENT SOIT IL AFFABULE»

Interrogé ensuite sur la claque qu'il avait lui-même donnée à un adolescent en 2002, il assume : «*Ce n'est pas de la violence. C'est un geste éducatif. Je le maintiens*.» Paul Vannier enchaîne : «*Est-ce que cette conception explique votre conduite à l'époque ?*» Bayrou ne répond pas. Il encasse, digresse, relance. L'audition bascule lorsqu'il est interrogé sur sa rencontre avec le juge Christian Mirande, en 1998, chargé du dossier Carricart, du nom du directeur de Bétharram jusqu'en 1995, mis en examen pour viols sur mineurs. Bayrou a longtemps nié tout échange. Avant de reconnaître une «*rencontre fortuite*» avec ce voisin de Bordères : «*Il n'a rien pu me dire qui n'était pas dans le journal de la veille. Donc Mirande m'a informé de rien*.» Hélène Perlant avait affirmé que son père était rentré ce soir-là en lui glis-

UN RAPPORT ATTENDU EN JUIN

Point d'orgue symbolique, l'audition sous serment de François Bayrou mercredi a marqué l'entrée dans la dernière ligne droite des travaux de la commission d'enquête parlementaire sur les manquements de l'Etat dans le contrôle des établissements scolaires. Créée fin février, dans le sillage de l'affaire Bétharram, la commission cherche à comprendre pourquoi des dérives ont pu perdurer, parfois pendant des décennies, sans réaction institutionnelle. Le travail est mené par un tandem inattendu mais efficace. Les corapporteurs Paul Vannier (LFI) et Violette Spillebout (Renaissance) mènent des auditions à un rythme soutenu et ont conduit des contrôles «*sur pièces et sur place*», c'est-à-dire directement dans des établissements visés par des plaintes, dont Bétharram. Sept auditions sont encore attendues. La commission n'a pas de pouvoir judiciaire. Mais si des infractions apparaissent, les députés doivent les signaler à la justice, comme le prévoit l'article 40 du code de procédure pénale. Un faux témoignage sous serment ou une tentative d'entrave pourraient donc, en théorie, entraîner des poursuites. Le rapport final est attendu fin juin. **C.Bnf.**

sant : «*Ne le répète surtout pas, j'ai juré de garder le secret de l'instruction*.» Paul Vannier relance : «*Avez-vous cherché à minimiser le contenu de cette discussion ?*» Bayrou s'agace : «*Je suis l'accusé dans cette affaire ? Vous essayez de nourrir un scandale, avec des méthodes un peu grossières, un peu faibles*.» Il martèle : «*Je ne suis jamais intervenu dans une affaire de justice. Jamais*.»

Quid des déclarations du gendarme Hontangs, qui a affirmé qu'une intervention de Bayrou aurait conduit le procureur général à demander à consulter le dossier judiciaire ? «*Soit il ment, soit il affabule*», attaque Bayrou. «*L'un dit, "c'est Hontangs qui me l'a dit", et Hontangs dit "c'est Mirande qui me l'a dit"*.» Et de ba-

layer : «*Je ne suis jamais intervenu*.» A celles et ceux qui espéraient que cette audition permettrait de tourner la page, Alain Esquerre, fondateur du collectif des victimes de Bétharram, répond : «*Le 14 mai n'est qu'une étape. Ce que nous voulons, ce sont des moyens renforcés pour la justice, et une évolution de la loi sur la prescription des crimes contre les enfants*.»

Reste à savoir ce qu'il adviendra des déclarations de Bayrou. La commission parlementaire, qui n'a aucun pouvoir judiciaire, peut néanmoins signaler au parquet tout fait susceptible de constituer une infraction. Fausse déclaration sous serment, dissimulation, entrave : sous serment, tout peut compter. ➤

Le Premier ministre était-il au courant des violences subies par sa fille ?

Hélène Perlant affirme avoir été victime de violences physiques à 14 ans lors d'un camp d'été dirigé par l'abbé Lartiguet dans les années 1980. Les proches du religieux évoquent une «gifle», et assurent que Bayrou en avait été informé à l'époque. Ce que ce dernier conteste.

Que s'est-il réellement passé, cet été-là, dans les montagnes pyrénéennes ? Hélène Perlant a-t-elle été, du haut de ses 14 ans, rouée de coups par un religieux de trois fois son âge et trois fois son poids ? Ou la fille de François Bayrou a-t-elle exagéré les faits ? Au cours de cette colonie de vacances, ce curé s'est-il «contenté» de gifler l'adolescente, parce qu'elle se montrait insolente, comme le soutiennent auprès de *Libération* des proches du défunt prêtre mis en cause ?

Et surtout, Bernard Lartiguet – puisque Hélène Perlant nomme son «*bourreau*» – s'est-il empressé de faire part de son geste aux époux Bayrou, dès le retour du camp, comme l'assure aussi l'entourage de l'homme d'église ? Et donc, François Bayrou, à l'époque élu des Pyrénées-Atlantiques, avait-il été mis au

checkNews

courant d'un coup porté à sa propre fille, contrairement à ce qu'il déclare ? Cette question s'ajoute aux interrogations portant sur le niveau de connaissance qu'avait le Premier ministre à propos des violences perpétrés sur les élèves de Notre-Dame de Bétharram. Interrogations qui ont été au cœur de sa tumultueuse audition mardi.

L'*affaire* Hélène Perlant remonte au 22 avril, lorsque *Paris Match* met en ligne une interview de l'aînée de François Bayrou, où elle raconte avoir été témoin de violences, mais aussi victime. François Bayrou «*ne sait pas que je suis victime et il ne sait pas que je vais témoigner comme victime*», soutient-elle.

Deux jours plus tard paraît *le Silence de Bétharram* (éd. Michel Lafon), où figure son récit. Fondateur du collectif des victimes et coauteur du livre, Alain Esquerre y relate : «*Hélène a 14 ans quand elle rejoint pour la première fois le camp des Gais Montagnards*.» Les faits remontant à ses 14 ans, ils dateraient de l'été 1986. Mais auprès de *Libération*, Hélène Perlant indique qu'elle n'a «*pas de certitude sur l'année*» et sur sa participation à d'autres camps des Gais Montagnards, qui organisaient dans les Pyrénées, pour les adolescents, des séjours de découverte de la montagne et des circuits itinérants. Autre précision dans le livre : «*Le camp est organisé par l'abbé Lartiguet*.» De 1967, année **Suite page 4**

Par
CÉCILE BOURGNEUF
et **LUCAS ZAÏ-GILLOT**
Photo **ALBERT FACELLY**

Ce devait être l'heure de vérité. Ce furent surtout plusieurs heures d'un affrontement tendu, parfois surréaliste. Mercredi, François Bayrou, 73 ans, Premier ministre depuis janvier, maire de Pau et président du Modem, a été entendu sous serment par la commission d'enquête parlementaire sur les violences dans les établissements scolaires. Objectif : répondre de ce qu'il a su, ou nié savoir, sur les maltraitances à Notre-Dame de Bétharram, établissement catholique des Pyrénées-Atlantiques aujourd'hui visé par plus de 200 plaintes pour violences physiques et sexuelles.

«AUCUN SOUVENIR», «AUCUN DOCUMENT»

Dès 17 heures, le décor est planté. Bayrou, costume sombre et regard fixe, entre en silence dans la salle des auditions sous le viseur d'une nuée de photographes. Une quarantaine de journalistes au balcon et bien plus à l'extérieur, des députés assis en arc de cercle, deux livres

Suite de la page 3 de création des Gais Montagnards, à 2000, année de son décès, Bernard Lartiguet a en effet dirigé chaque année plusieurs de ces camps, en tant que fondateur de cette association. Il l'avait créée en parallèle de son activité d'enseignant de mathématiques et latin au sein de l'établissement catholique Saint-Joseph de Nay, avec l'aide d'un comparse, l'abbé Roger Larrouy.

«COUPS DE PIED»

Quelques années plus tard, en 1981, Bernard Lartiguet avait été nommé curé d'Asson, un village voisin. Il était alors amené à intervenir, pour du catéchisme, dans différents établissements des alentours, dont celui où était scolarisée Hélène Perlant, le collège de filles d'Igon, géré par la congrégation des Filles de la Croix. C'est dans ce cadre que Bernard Lartiguet l'aurait prise en grippe. «En sixième, elle avait mis un peu le bazar pendant la retraite de préparation à la communion solennelle», retrace Esquerre. Quatre ans avant de la retrouver en camp, Lartiguet aurait pesté: «Toi, la fille Bayrou. Insolente, comme ton père.»

Mais l'abbé ne s'en serait pas pris physiquement à elle jusqu'au fameux été. Les faits se seraient passés lors d'une soirée à la belle étoile. Dans son livre, Alain Esquerre déroule: tandis qu'elle se glisse dans son sac de couchage, «Hélène ne sait même pas par où il arrive. Lartiguet la saisit par les cheveux et, en la tirant ainsi, la traîne au sol sur plusieurs mètres. Sans mot dire. Puis des coups de pied et de poing partout [...] A la tête. Dans le ventre surtout. Jusqu'à ce qu'elle s'urine dessus».

Une quarantaine de témoins auraient assisté à la scène. Hélène Perlant insiste toutefois sur

l'absence totale «de débrief avec les campeurs présents», restés «sidérés» par ce qu'ils ont vu. Se souvient-elle des noms de certains participants au camp? Et pourquoi, depuis la révélation de son statut de victime, aucun témoin n'a pris la parole publiquement pour corroborer son témoignage? Interrogée, Perlant n'a pas été en mesure de citer d'autres campeurs. De toute façon, elle estime que si les témoins ne se sont pas fait connaître, c'est parce «qu'il faudrait qu'ils avouent ce qu'ils ont vu sans rien faire».

Du côté des proches de Bernard Lartiguet, on brandit une autre explication: ces témoins ne peuvent pas exister, pour la simple et bonne raison que jamais Hélène Perlant n'a été l'objet d'un tel déchaînement de violence. Tout en admettant qu'il s'est «réellement passé quelque chose» pendant ce camp, ils évoquent un «geste» d'une moindre gravité. Selon leur version, l'incident débute lorsque la fille de François Bayrou refuse de faire la vaisselle, faisant preuve d'*«insolence»*. L'adolescente tient tête à Lartiguet, qui n'apprécie pas et décide de «s'occuper du problème». Mais l'entourage du religieux dément tout tirage de cheveux. Perlant n'aurait ni été traînée au sol ni rouée de coups. Ce qu'il s'est passé était «beaucoup moins grave». Une gifle «seulement», et non un passage à tabac.

Autre point central rapporté à *CheckNews* par deux proches de l'abbé Lartiguet: à la fin du camp d'été, lorsque les parents viennent chercher leurs enfants, il se serait immédiatement dirigé vers les Bayrou pour évoquer avec eux l'*«altercation»* avec leur fille. Il leur aurait alors tout détaillé: l'insolence de leur fille et la nécessité de la «corriger». François Bayrou et sa femme, Elisabeth, auraient donc rapide-

ment été mis au courant de la gifle reçue par leur fille.

Confronté à ces témoignages, François Bayrou dénonce «*de la pure et simple affabulation*». Au point d'assurer que son épouse et lui n'avaient «jamais rencontré cet abbé». Puis nuance: «Il est possible qu'ils l'aient «croisé». Ce qui serait peu étonnant: Lartiguet dirigeait le camp auquel leur fille a pris part, et les époux Bayrou avaient auparavant adhéré aux Gais Montagnards. Mais François Bayrou maintient qu'il n'a «jamais» été informé d'un tel geste destiné à sanctionner l'insolence de sa fille. «Si quelqu'un, qui qu'il soit, était venu me raconter des violences sur ma fille, je ne l'aurais pas laissé passer.»

«PUNCHING-BALL»

Libération, à ce stade, n'a pas pu échanger avec des personnes ayant directement assisté aux scènes décrites. Un seul ancien responsable des Gais Montagnards, Patrick Pouyoune, qui a présidé l'association de 2008 à 2015, a accepté de s'exprimer. Mais «pour parler de Lartiguet, pas des faits», dont lui-même n'a pas été témoin puisque, au même moment, il animait un autre camp. «Pour les jeunes, Bernard était une légende», loue-t-il. Lartiguet, 47 ans au moment des faits, «pesait 140 kilos en début de saison contre 120 à la fin des camps, et il faisait presque 2 mètres». «Certains comportements des enfants pouvaient le faire bouillir, admet Patrick Pouyoune. Mais ça s'arrêtait là. Il était strict, pas méchant.» Un ancien directeur de camp, Louis Pucheu, resté cinquante-et-un ans aux Gais Montagnards, appuie: «Lartiguet pouvait être explosif, mais de là à tabasser quelqu'un...»

Un ancien élève de Lartiguet, présent aux camps lors des étés 1967 à 1969, n'en «garde que des bons souvenirs». Un second, parti deux fois avec le religieux entre 1974 et 1976, se remémore «des périodes heureuses». D'autres témoignages dévoilent toutefois «la réputation de cogneur» de l'homme.

Scolarisée à Nay à la fin des années 1990, mais dans le public, Aurélie se souvient d'un «acte de violence pure» perpétré par le curé, qui intervenait parfois dans son collège pour du catéchisme. «Deux garçons faisaient les andouilles au fond de la classe. L'abbé Lartiguet a soulevé une chaise de bureau et l'a lancée dans leur direction. Ils se la sont prise en pleine tête.»

Patrice, passé par Saint-Joseph de 1973 à 1976, se souvient de Lartiguet comme d'un «grand type qui [le] prenait par les oreilles et qui [lui] secouait la tête, à décoller les pieds du sol». Paul Mirat, scolarisé à Saint-Joseph entre 1965 et 1967, raconte qu'à la lecture du récit d'Hélène Perlant, tout lui est «revenu en bloc». Aujourd'hui âgé de 69 ans, il a déposé une main courante le 5 mai à la gendarmerie de Nay pour témoigner contre son ancien professeur, dont il a été le «punching-ball».

Le temps où il a eu affaire à Lartiguet, Paul Mirat dépeint un quotidien fait de coups de poing «à mains nues» et d'un «déchaînement de violence gratuite». Et détaille: «L'abbé Lartiguet passait dans les allées pendant qu'on était appliqués à faire nos exercices, il me collait des torgnoles. Ça l'amusait.» Toute son adolescence, il aura fait en sorte d'échapper aux camps des Gais Montagnards. Pour mieux fuir Lartiguet.

ELSA DE LA ROCHE SAINT-ANDRÉ et COPPELIA PICCOLO



A l'Assemblée nationale, mercredi. PHOTO ALBERT FACELLY

EDITOS /

Macron sur TF1: de l'art de traiter de sujets rabâchés quand on n'a pas les manettes

Par **THOMAS LEGRAND**

Chroniqueur politique

Qu'il soit question des déficits, des places de prisons, de la décarbonation, de la santé mentale, de la pêche en eau profonde, du sport à l'école, de l'éducation au goût, de la critique de Benyamin Nétanyahou, ou de l'aide à Volodymyr Zelensky, la posture d'Emmanuel Macron était la suivante, en substance: «J'ai fait beaucoup. C'est vrai, je n'ai pas fait assez, mais promis je vais faire plus.» Pouvait-il en adopter une autre? Mais au bout de trois heures d'émission présidentielle mardi sur TF1, les mêmes questions restaient en suspens: comment dépasser la posture? Comment pourrait-il faire plus, avec quelle majorité?

Le vaillant téléspectateur avait l'impression, lors de ce rendez-vous pourtant politique, que les partis, les majorités, les forces politiques, les ministres, les oppositions étaient secondaires dans l'équation. Et c'est vrai qu'ils le sont puisque, tous minoritaires depuis les dernières élections législatives, ils n'ont pas été fous de créer des majorités de compromis. Donc, exit les politiques, TF1 a fait sans eux avec un défilé des «vrais gens», des spécialistes, des activistes, des petits patrons, des responsables syndicaux ou associatifs. Seul politique, le maire de Béziers, Robert Ménard, zémouro-le-peniste, ça dépend des circonstances, que Gilles Bouleau a eu la drôle d'idée de présenter sous l'étiquette «divers droite» et qui a fait son taf habituel de simplification sécuritaire et de colères surjouées et brouillonnes.

Au bout de la soirée, on peut donc résumer ainsi le triple mouvement présidentiel : 1) j'ai quand même fait pas mal; 2) OK, pas assez; 3) Mais je ferai plus. Le téléspectateur, lui, restait dubitatif. Comment fera-t-il? Avec quelle majorité, quel argent? Emmanuel Macron n'a plus vraiment les cartes en main puisqu'il vit en cohabitation non assumée et qu'en



Le chef de l'Etat, Emmanuel Macron, sur le plateau de TF1, mardi. PHOTO STÉPHANE LAGOUTTE. MYOP

plus sa majorité subie n'est pas absolue. Rien sur les moyens institutionnels ou politiques de sortir de cette impuissance, sinon la promesse très vague de référendums multiformes sur divers sujets hormis les retraites et l'immigration. Il ne fut question du Premier ministre, François Bayrou, seulement pour le soutenir mollement à la veille de son passage, potentiellement casse-gueule, devant la commission d'enquête sur Bétharram.

Il y eut quand même ce moment de vérité: la supplique essentielle et bouleversante de Charles Biétry, de sa voix re-

constituée par l'IA. L'ancien journaliste sportif atteint de l'incurable maladie de Charcot demande à Emmanuel Macron, «après une belle vie», de pouvoir choisir de mourir dans la dignité alors qu'une fin prochaine, faite de souffrances inexorables, se profile avec certitude. Et la réponse simple et grave du président, «je le souhaite», qui clarifie une position, jusque-là peu affirmée de sa part. Là encore, le Parlement en débat sans majorité assurée. Sur ce point au moins, une certitude: s'il y a blocage, la voix référendaire sera proposée par Emmanuel Macron.

En dehors de ce petit moment de profondeur, cette émission nous a confirmé que la mécanique intellectuelle d'Emmanuel Macron était toujours bien huilée, il connaît ses dossiers... On connaît son avis: de droite sur les questions économiques et sociales, et encore de droite, mais moins que ses ministres, sur les dossiers sécuritaires et l'immigration. Seulement, sur toutes ces questions, visiblement, il ne peut pas grand-chose. Le monde est en ébullition, la politique française, elle, est sur pause. C'est le principal enseignement que l'on peut tirer de cette émission. ➤

CHEZ POL

Fait maison
Au comptoir
Passion archives
Le chiffre

Chaque jour, toute
l'actu politique
décryptée par Libé



Inscrivez-vous
vite sur
liberation.fr/newsletters

DENIS ALLARD POUR LIBÉRATION



Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec le président chinois, le 8 mai au Kremlin. PHOTO KIRILL KUDRYAVTSEV. AFP

Ukraine «Poutine tergiverse car il n'a aucune envie d'arrêter»

Que le président russe se rende ou non en Turquie pour entamer un dialogue avec Volodymyr Zelensky, sans cessez-le-feu préalable, il a déjà perdu ce round diplomatique, selon le chercheur François Heisbourg.

Par
JEAN QUATREMER
Correspondant européen

L'Europe pourra-t-elle suppléer les Etats-Unis s'ils abandonnent l'Ukraine, comme c'est vraisemblable? Pour François Heisbourg, conseiller spécial de la Fondation pour la recherche stratégique et auteur d'*'Un monde sans l'Amérique'* (Odile Jacob, 2024), elle en a les moyens financiers – notamment si elle se décide à saisir les avoirs russes gelés en Europe – et militaires, même si ce sera «moins bien».

Comment interprétez-vous la séquence diplomatique du week-end à Kyiv?

Volodymyr Zelensky n'est désormais plus sur un mode réactif, mais proactif: en décidant de se rendre à Istanbul ce jeudi pour rencontrer Vladimir Poutine, sans certitude qu'il y soit, il le met en difficulté et met en péril la relation entre le dirigeant russe et Donald Trump. D'autant que le Président américain a annoncé qu'il envisageait d'aller lui aussi à Istanbul. Si Poutine ne vient pas à une rencontre qu'il a lui-même proposée en espérant que Zelensky se déroberait faute de cessez-le-feu préalable, il aura démontré qu'en réalité il tergiverse puisqu'il n'a aucune envie d'arrêter la guerre. De quelque point de vue qu'on se place, son absence aura un effet désastreux auprès des Européens,

des Américains et sans doute de la population russe. En revanche, s'il vient, ce sera un gain symbolique formidable pour Zelensky puisqu'il «reconnaîtra» ainsi l'existence du président ukrainien qu'il qualifiait la veille de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, de marionnette des Américains, de néonazi, de mafieux, de pédophile, de drogué... Bref, Poutine est pris à son propre piège.

Poutine a déclaré que «l'ultimatum» lancé par les Européens et Zelensky en faveur d'un cessez-le-feu était inacceptable.

Quand Poutine fait sa propo-

sition de réunion, samedi, il sait déjà que les Américains, les Européens et les Ukrainiens veulent un cessez-le-feu préalable, ils l'ont encore répété ce week-end.

Mais Zelensky s'est bien gardé de dire explicitement qu'il ne viendrait pas sans cessez-le-feu – même s'il l'espère – afin de pousser Poutine à la faute. Reste que, depuis, Donald Trump a changé d'avis en demandant que les discussions commencent sans cessez-le-feu. Là, on s'y perd, car s'il n'y a pas de cessation des combats, on ne voit pas très bien ce qui reste de la médiation américaine.

Lorsque Vladimir Poutine dit qu'il faut régler «les causes profondes» de la guerre, ne dit-il pas en réalité qu'il ne renonce à rien et donc pose un préalable inacceptable aux négociations ?

Pour le président russe, ce n'est pas un préalable, mais le sujet de la discussion. Pourquoi pas? Les Ukrainiens pourront alors lui expliquer que «les causes profondes» de la guerre, c'est l'invasion de leur pays par la Russie...

Dans cette affaire, le jeu des Russes est totalement transparent: ils ne veulent pas du cessez-le-feu «inconditionnel» demandé par Trump et essayent donc de gagner du temps, de donner l'impression du mouvement pour éviter de se fâcher avec les Américains, mais sans bouger d'un poil.

C'est pour cela que les Européens et les Ukrainiens rappellent constamment la proposition américaine. Evidemment, si Donald Trump se laisse enfumer, on en revient au point de départ, l'absence totale de toute proposition américaine sérieuse.



Donald Trump à la Maison Blanche, le 7 mai. PHOTO HAIYUN

Les quatre dirigeants européens qui se sont rendus à Kyiv ce week-end ont-ils bien joué ?

Non seulement les Européens vont à Kyiv, mais ils y vont groupés et accompagnés par leurs chefs d'état-major. Or, l'unité est une condition de l'efficacité. En revanche, je ne vois pas trop à quoi peut servir la focale mise sur la constitution d'une force militaire de maintien de la paix dont on ne voit pas très bien à quoi elle pourrait servir dans les circonstances du moment.

Est-ce que ce qui est en train de se jouer, c'est l'abandon par les Américains de l'Ukraine ?

Oui, mais il peut prendre plusieurs formes. Les Etats-Unis peuvent simplement quitter la table de négociations, comme Donald Trump l'avait fait avec la Corée du Nord à Hanoï en 2017-2018 lorsqu'il s'est rendu compte qu'il était tombé sur un os. Ils peuvent aussi couper toute aide à l'Ukraine.

Le défi pour les Européens sera alors de débloquer l'argent nécessaire pour remplacer les armes que les Etats-Unis ne voudront plus fournir gratuitement. Reste à savoir si cela s'accompagnera d'un refus de vendre des armes américaines aux Européens pour qu'ils puissent les donner à l'Ukraine. Pour l'instant, on n'en est pas là, les Etats-Unis venant même d'autoriser l'Allemagne à fournir à Kyiv des missiles Patriot...

Est-ce qu'on ne peut pas espérer qu'un Trump humilié par Poutine



INTERVIEW

DR

s'engage davantage aux côtés de l'Ukraine ?

Comme avec la Corée du Nord, je pense plutôt que Trump dira qu'il ne peut pas conclure un deal avec des gens de mauvaise foi. C'est humiliant pour lui, mais moins que de signer un mauvais accord ou de se prêter à un jeu d'hypocrites. Il chargera les Ukrainiens et les Russes et se consacrera ensuite à essayer d'obtenir un accord sur le nucléaire avec l'Iran.

Les Européens ont-ils les moyens de suppléer les Américains ?

S'il s'agit de se substituer aux Américains financièrement, ils peuvent trouver 40 milliards d'euros par an supplémentaire sur le plan militaire. A l'échelle de l'Europe, ce n'est pas énorme puisque cela ne représente qu'environ 0,2 % du PIB. Mais cela va rouvrir la question de l'utilisation des avoirs de la Banque centrale russe gelés au sein d'Euroclear, quelque

200 milliards d'euros. On s'est déjà mis d'accord sur l'utilisation des intérêts de cet argent qui finance une partie des armes qu'on envoie en Ukraine. Les pays réticents, dont la France, font valoir que si on touche au principal, on aura moins d'intérêts.

Certes, mais avec cet argent, on peut obtenir un effet de levier extraordinaire en le logeant dans un fonds d'investissement pour emprunter sur les marchés... Autre argument, cette saisie pourrait effaroucher les fonds souverains des pays du Golfe qui trouveraient que l'Europe ne respecterait pas les règles du droit financier international. Mais quelle serait l'alternative pour eux ? Investir dans l'Amérique de Trump qui a montré tout le respect qu'il portait aux traités signés ou dans la Chine dont l'Etat de droit est un modèle ou en Russie ?

Et si les Etats-Unis refusaient que l'on donne leurs armes à l'Ukraine ?

On aura des difficultés à remplacer les Américains dans tous les domaines, notamment pour ce qui est des Patriot et de la défense anti-aérienne. En même temps, on dispose de systèmes équivalents, notamment le Mamba franco-italien de moyenne portée, mais il va falloir pas mal de temps pour raccourcir les délais de fabrication. Surtout, il ne faut pas oublier que l'industrie de défense ukrainienne s'est considérablement développée et sait faire un tas de choses. Donc, une

partie de l'argent pourra servir à commander des armes à l'industrie de défense ukrainienne. Au final, ce serait parfois moins bien qu'avant, mais on pourrait y arriver. Reste la question du renseignement et des communications que les Américains pourraient couper. Mais là aussi, l'Europe a les moyens de suppléer les Etats-Unis, même si c'est de moins bonne qualité. Mais il y a une grosse différence entre moins bien et rien du tout.

Les Russes sont-ils capables de continuer la guerre ?

La Russie a des matières premières et de l'argent. Et la guerre en Ukraine, pour donner une comparaison historique, pèse à peu près autant que la guerre d'Algérie sur

l'économie française, soit environ 6 % du PIB. Or, la guerre d'Algérie s'est arrêtée non pas parce qu'on a manqué d'argent ou de soldats, mais parce que le général de Gaulle a jugé que c'était une guerre stupide, les considérations économiques et humaines n'ayant rien pesé. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucune contrainte du côté russe : Poutine doit ménager les enfants des oligarques et il a donc préféré ne pas décréter la mobilisation générale et payer de pauvres diables nord-coréens pour se faire trancher la peau.

Ce que beaucoup de gens chez nous ont qualifié de faiblesse est en réalité parfaitement rationnel. Donc, au niveau actuel des opérations, Poutine peut continuer la

guerre. Seul bémol : il tient à préserver ses bonnes relations avec les Etats-Unis. Si, à un moment donné, il s'aperçoit qu'il va vraiment souffrir du côté américain, soit économiquement soit stratégiquement, parce que Trump et Poutine parlent aussi de réduction des armes nucléaires, il est possible que Poutine finisse par accepter de cesser le feu.

Est-ce que les Américains pourraient mettre davantage le paquet en Ukraine ?

Je ne crois pas, parce que ce qu'on ignore souvent ou qu'on oublie, c'est que l'industrie de défense américaine est à l'os comme le montre le fait que l'Union européenne ou la Corée du Nord produisent plus d'obus de 155 mm qu'elle... Là où les

Etats-Unis pourraient faire plus, si jamais Trump devait s'énerver, c'est en mettant fin aux restrictions d'usage sur le territoire russe.

Est-il envisageable que les Européens envoient des soldats se battre en Ukraine ?

Il faut avoir conscience qu'on serait incapable aujourd'hui d'en faire autant qu'il y a vingt-cinq ans en Bosnie, où on avait déployé 50 000 soldats, et au Kosovo, où on avait envoyé 45 000 hommes, pour faire respecter un cessez-le-feu après l'arrêt des bombardements. Au maximum, on pourrait envoyer 30 000 hommes. Bref, même si on les envoyait, ce n'est pas ça qui va changer le cours de la guerre en admettant que ce soit une bonne idée. ▶

Lyon CLIMAT TOUR



DJ set Molécule Débats Agnès Buzyn, Etienne Klein, Marie-Charlotte Garin, Robert Vautard, Vinz Kante, Quentin de La Vie partout, Loup Espargilière, Thomas Huchon et le service Checknews de Libération Lieu H7

23/24 mai

mai

Par

FRANÇOIS-XAVIER
GOMEZ

On l'avait étiqueté «président le plus humble du monde». Après son élection à la fonction suprême en 2009, il continuait à conduire sa propre Coccinelle bleue, modèle 1987, et préférait vivre dans sa ferme plutôt qu'au palais présidentiel. Mais au-delà de son image de frugalité et de bonhomie, c'est son parcours digne d'un roman et le bilan positif de ses cinq ans de mandat qui ont fait de «Pepe» (diminutif de José, son vrai prénom) Mujica une figure majeure de la gauche latino-américaine, tendance social-démocrate, réformiste et pragmatique. Loin du socialisme cubain calqué sur l'URSS ou du messianisme du Vénézuélien Hugo Chávez.

José Mujica fut le 40^e président de la République orientale de l'Uruguay, longtemps connue comme «la Suisse de l'Amérique latine», un îlot démocratique pionnier dans l'instauration de l'Etat-providence, assombri par une parenthèse noire : une dictature d'abord civile puis militaire, entre 1973 et 1985. Né en 1935, Mujica est un militant de gauche qui passe, en 1964, à la lutte armée avec le mouvement des Tupamaros, une guérilla marxiste-guévariste, qui prend pour modèle la révolution cubaine.

Le groupe s'en prend aux multinationales, plaçant des explosifs chez Coca-Cola ou Bayer. Puis vient le temps des enlèvements. Le plus célèbre sera, en 1970, celui de Dan Mitrione, un agent du FBI qui formait à la lutte antiguerilla les régimes de droite en Amérique latine. La spécialité dont il se vantait : les techniques d'interrogatoire, c'est-à-dire la torture des prisonniers. Son rapt a une répercussion mondiale. Le gouvernement uruguayen refusant de relâcher 150 prisonniers tupamaros contre sa liberté, l'otage est exécuté au bout de dix jours. L'affaire sera retracée au cinéma en 1972 dans le film *Etat de siège* de Costa-Gavras, avec Yves Montand dans le rôle de l'agent américain.

NEUF ANS À L'ISOLEMENT AVEC LES CAFARDS

José Mujica, plusieurs fois blessé par balles, arrêté puis évadé, n'a pas directement participé à l'enlèvement, mais il sera pris dans un vaste coup de filet mené contre les militants clandestins, en compagnie du chef et idéologue du mouvement, Raul Sendic. Il restera emprisonné de 1972 à 1985, la plupart du temps (neuf ans) à l'isolement, avec les cafards pour seuls compagnons de cellule. Il connaîtra la torture, les privations, la maladie... Il confiera plus tard que la pire des punitions aura été d'être privé du moindre livre durant sept années.

Avec le retour de la démocratie et l'élection du président centriste Julio María Sanguinetti, le guérillero bénéficie d'une amnistie. Ayant renoncé à la violence, il crée un parti, le Mouvement de participation populaire (MPP), qui s'intègre à l'union de la gauche, baptisée

Uruguay Pepe Mujica, un chiche type

DISPARITION

L'ex-guérillero avait passé douze ans en prison avant de présider l'Uruguay entre 2010 et 2015, marquant tout le continent avec ses avancées sociales, du mariage pour tous à la dépénalisation du cannabis, mais aussi son humour et son refus du luxe. Il est mort mardi à 89 ans.



José Mujica en juin 2013 dans sa maison de 50 m², à Montevideo. PHOTO MARIO GOLDMAN. AFP

Frente Amplio (front élargi). Élu député puis sénateur, il entre au gouvernement quand Tabaré Vazquez, du Frente Amplio, est élu président en 2004.

Nanti du portefeuille de l'Elevage, l'Agriculture et la Pêche, il impose un style qui tranche avec les usages. Sa franchise et ses traits d'humour lui valent le reproche de manque de

professionnalisme, en même temps qu'ils réjouissent les médias. Il quitte le gouvernement en 2008 et se prépare pour la présidentielle suivante. Représentant de la tendance la plus à gauche du Frente Amplio, il est désigné candidat. En campagne, Mujica accepte une concession vestimentaire : il troque le gros pull de camionneur pour le

costume, mais rejette la cravate. Le 29 novembre 2009, il remporte le deuxième tour face au conservateur Luis Alberto Lacalle avec 54,63 % des suffrages. Il prend ses fonctions le 1^{er} mars 2010.

Avec sa femme et camarade de combat, la sénatrice Lucia Topolansky, il refuse d'habiter la résidence présidentielle, dans le centre

de Montevideo, et reste fidèle à sa *chacra* : une petite propriété à la sortie de la capitale, formée d'une maison de moins de 50 m² et d'un terrain où le couple cultive des fleurs, dont la revente a longtemps été son moyen de subsistance. Mujica accepte à contrecœur une discrète équipe de sécurité, mais refuse tout personnel de maison. A ces économies pour le budget de la nation s'ajoutent 87% de son salaire auxquels il renonce : il ne garde que ce qu'il estime strictement nécessaire à ses dépenses courantes : moins de 1000 euros.

Sa politique économique n'a rien de gauchiste. Il réduit les barrières protectionnistes pour attirer les capitaux étrangers, l'essor des entreprises fait grimper les salaires, et le chômage, traditionnellement bas en Uruguay, est maintenu pendant tout son mandat autour de 6 %. En cinq ans, le salaire minimum grimpe de 250%. Il parvient en outre à désamorcer une brouille de plusieurs années qui empoisonnait les relations avec l'Argentine, mécontente d'une usine de cellulose polluante construite sur l'Uruguay, le fleuve frontalier.

«AIDER MA FEMME À RÉCOLTER LES CITROUILLES»

C'est dans le domaine sociétal que les réformes promues par Mujica vont changer le pays, et servir de modèle pour tout le continent. En 2012 est votée la loi qui dépénalise l'avortement, faisant de l'Uruguay le deuxième pays d'Amérique latine, après Cuba, à autoriser l'IVG. L'année suivante, c'est le mariage pour tous qui est instauré. Et toujours en 2013, une autre avancée majeure est décidée : la culture et la vente de cannabis sortent du code pénal. Aucun pays dans le monde n'était allé aussi loin. Même s'il faudra attendre 2017 pour que le joint soit vendu en pharmacie.

A l'étranger, son aura d'homme de gauche apôtre de la simplicité et du bon sens grandit. Comment ne pas aimer un gouvernant capable d'arriver au Conseil des ministres en sandales, le bas du pantalon retroussé, ou de quitter une réunion en lançant «désolé, je dois aider ma femme à récolter les citrouilles» ? C'est «le dernier des hippies», dira de lui plus tard, avec admiration, le président de gauche argentin Alberto Fernandez.

Lorsque José Mujica achève son quinquennat en 2015, le pays est prospère, et sa popularité au plus haut. Logiquement, les électeurs renouvellent leur vote à gauche : le socialiste Tabaré Vazquez, son prédécesseur, sera son successeur. L'ancien guérillero ne quitte pas la politique pour autant et participe au débat public en tant que sénateur. Il n'abandonne son siège qu'en novembre 2020, à 85 ans, en raison des risques que le Covid-19 fait courir à sa santé fragile.

Son processus de starisation était déjà en marche : en août 2018, il était l'invité d'honneur du festival de cinéma de Venise, où étaient

«Il incarnait la tradition de probité de son pays»

Pour le chercheur Damien Larrouqué, l'ancien président José Mujica était l'héritier des politiques uruguayennes progressistes nées au début du XX^e siècle.

Maître de conférences en science politique à CY Cergy Paris Université, le chercheur Damien Larrouqué est un spécialiste de la vie politique du Cone Sud (Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay).

Avez-vous rencontré personnellement José Mujica ?

Oui, en octobre 2015, quand il était en visite en France, quelques mois après la fin de sa présidence. Je l'ai accompagné en train de Paris à Poitiers, où il donnait une conférence sur le campus de Sciences Po. Sans protocole, sans dispositif de sécurité, c'est un voyageur comme les autres. Dans la conversation, il était facétieux mais déconcertant, et assez intimidant par sa façon de vous scruter.

Qu'est-ce qui faisait sa singularité ?

Par son rejet de la richesse ostentatoire, il était un prototype de l'Uruguayen. Il avait par exemple l'habitude de réparer lui-même les objets

du quotidien au lieu d'en acheter des neufs. L'Uruguay est historiquement un pays social-démocrate, de classes moyennes, attaché aux valeurs de discréption. Il n'y a pas de gratte-ciel de 50 étages à Montevideo, on est loin des élites économiques «m'as-tu-vu» qu'on a connues dans les pays voisins. Le peuple uruguayen cultive une discréption naturelle, qu'il incarnait parfaitement Mujica. Encore aujourd'hui, quand on voyage dans la campagne, on voit les habitants qui, le soir, ne s'enferment pas devant la télé, mais se rassemblent sur le pas de leur porte pour discuter et boire le maté, en célébrant l'échange et la chaleur humaine.

C'est ainsi que «Pepe» Mujica accueillait ses invités dans sa *chacra* («ferme»). C'est l'idiosyncrasie uruguayenne.

Venant de l'extrême gauche, il a su fédérer derrière son nom

le Frente Amplio, une coalition

progressiste. Comment y est-il

parvenu ?

Il est vrai que dans une coalition politique, on recherche en général une convergence au centre. Mais

le Frente Amplio a toujours privilégié une philosophie du consen-

sus, depuis sa fondation en 1971 par le général de gauche Liber Segregni. «Pepe» Mujica était un modéré dans l'âme, on l'a vu sur la question de l'amnistie des militaires liés à la dictature. La majorité de la gauche, à son arrivée au pouvoir, voulait revenir sur cette mesure, alors que Mujica s'y opposait, jugeant que ce pardon était nécessaire à la cohésion politique. Il était pourtant resté treize ans otage de cette dictature, il avait été torturé au point de frôler la folie. Et quand cette loi a été abrogée par les députés, sous sa présidence, il n'y a pas opposé son veto, par respect de la majorité.

Sur le plan économique, a-t-il mené une politique de gauche ?

Il n'était pas économiste, et a délégué ces questions à son vice-président, Danilo Astori, plutôt libéral. Mais l'Uruguay, avec un marché intérieur limité à 3,5 millions d'habitants, est obligé d'exporter ses richesses. Mujica était en revanche très attaché au *campo* («la terre»), lui qui était horticulteur.

Quel était son lien avec les avancées sociales du début du

XX^e siècle, qui avaient fait de l'Uruguay la «Suisse de l'Amérique» ?

C'était en effet un héritier du «battlisme», du nom de José Batlle y Ordóñez, président de la République en

tre 1903 et 1907, puis de 1911 à 1915. Il est reconnu comme un pionnier de l'Etat providence dans les Amériques, et de l'intervention de l'Etat pour garantir le droit à un salaire digne, à la santé et à l'éducation. Ce qui a donné naissance à l'Uruguay moderne, un pays de classes moyennes éduquées, avec un attachement au rôle de l'Etat qu'on ne retrouve pas ailleurs en Amérique latine. Il y a une continuité entre cette ère progressiste et les politiques du Frente Amplio, menées par José Mujica et Tabaré Vázquez, entre 2005 et 2020. Cet héritage institutionnel se traduit par une tradition de transparence et de probité publique. Si un élu était pris à payer une dépense personnelle avec une carte bancaire de fonction, il serait immédiatement sanctionné. C'est une approche quasi scandinave. Cette culture de l'intégrité a été poussée à l'extrême par Mujica, qui reversait à l'Etat près de 90% de son salaire de président. Ces particularités expliquent l'émergence d'un personnage perçu, de notre point de vue, comme atypique.

Recueilli par
F.-X.G.



GUTIERREZ. PICTURE ALLIANCE. GETTY IMAGES

José Mujica lors d'un rassemblement du parti MLN Tupamaros, à Montevideo, en 1986.

«Je fais ce que font tous les vieux. Donner des conseils dont tout le monde se fiche.»

José Mujica
après avoir quitté le pouvoir

projetés deux films sur lui : *El Pepe, une vie suprême*, documentaire hagiographique d'Emir Kusturica, et la fiction *Compañeros*, qui retracait ses douze ans de prison.

Dans sa maisonnette, le retraité accueille journalistes et admirateurs et distille sa philosophie, apologie d'un mode de vie frugal et modeste, gage selon lui d'une vie intérieure riche et épanouissante. La leçon que lui ont apprise ses longues années sans liberté. «La frénésie de consommation nous vole notre liberté, elle envahit la place que devrait occuper l'affection, plaide-t-il. Il faut garder du temps de vie pour les relations humaines, l'amour, l'amitié, l'aventure, la solidarité, la famille...» Son rôle d'oracle tardif faisait sourire : «Je fais ce que font

tous les vieux. Donner des conseils dont tout le monde se fiche.» Ces dernières années, il avait durement critiqué les dérives autoritaires des régimes de gauche du Venezuela et du Nicaragua.

Pepe Mujica est mort mardi à 89 ans, des suites du cancer de l'œsophage qu'il avait révélé en

avril 2024. Son affaiblissement l'avait contraint à interrompre sa chronique vidéo hebdomadaire que publiait le site de la Deutsche Welle, la radio publique allemande.

Sa vieille Coccinelle, qu'on appelle Fusca en Uruguay, lui survit. Un admirateur fortuné lui en offrait 1 million de dollars. Après avoir réfléchi à «faire don de la somme» à des causes solidaires, il avait finalement décliné : «Ce serait faire offense aux amis qui se sont cotisés jadis pour me l'offrir.» L'homme qui n'a jamais porté de cravate a demandé que ses cendres soient enterrées sous un séquoia de sa ferme, là où reposent les restes de Manuela, sa chienne à trois pattes morte à 22 ans. ◀

Par

NICOLAS MASSOL

Combien sont-ils, tombés des nues, à se ronger les ongles derrière leur écran? 120? 140? Plus? Une fois n'est pas coutume, l'ensemble des députés du Rassemblement national, français et européens, et même des cadres nationaux, ont été conviés à la réunion en visio donnée depuis le siège du parti, où si peu d'entre eux ont leurs habitudes. Mais ce lundi 31 mars, l'heure est grave. Marine Le Pen vient de recevoir sa condamnation à quatre ans de prison dont deux ferme (elle porterait un bracelet électronique), 100 000 euros d'amende et, surtout, cinq ans d'inéligibilité avec exécution immédiate, dans l'affaire des assistants fictifs du RN. De quoi rendre impossible, sauf décision contraire en appel, une quatrième tentative à l'élection présidentielle.

Après une courte allocution de la cheffe, ses lieutenants se tournent vers l'assemblée virtuelle pour «quémander», selon les mots d'un participant, «la bonne idée juridique pour s'en sortir». Rarissime moment d'intelligence collective dans un parti qui se méfie des agoras et de la démocratie interne. Les prises de parole se succèdent, farfelues souvent, astucieuses parfois, toujours révélatrices de l'ambiance «ab-sourdie», «sonnée», «prise de court», rapportée par un témoin. Certains ont découvert, le matin même avec la décision de la juge, la réalité du couperet qui pendait au-dessus de la tête de leur championne. Rien ne les y avait préparés: ni réunion en amont ni véritables alertes, en dehors d'un succinct exposé, à l'Assemblée, la semaine précédente, où l'intéressée avait paru écarter devant son groupe le risque de l'exécution immédiate de sa peine. Puisqu'elle-même refusait d'y croire, interdiction était faite d'envisager la possibilité que le tribunal suivît les réquisitions du parquet. «On va se faire bouffer», avait prévenu un cadre, une quinzaine de jours plus tôt, avant de se rendre compte, stupéfait, qu'il s'agissait en interne d'un «non-sujet».

Depuis, le mouvement d'extrême droite vasouille. Faut-il préparer la candidature de rechange de Jordan Bardella, comme lui-même y pousse? Ou refuser net d'évoquer la question du plan B, comme le défend Jean-Philippe Tanguy, le numéro 2 de Le Pen à l'Assemblée? Entre les deux options, la concernée balance, arguant de la nécessité de ne pas «paraître irresponsable», avant de se positionner là comme

RN Un parti malade de son bonapartisme

Les dysfonctionnements et l'esprit de cour minent le parti lepéniste, où les succès électoraux permettent de refuser toute introspection.

la seule option pour 2027. En l'absence de cap, le reste des troupes grelotte comme un troupeau de moutons éperdus et subit, passifs et planqués, l'interminable séquence politique. «Beaucoup de marinistes nous disent: on n'a pas d'instructions de Marine, on ne sait pas ce qu'elle veut. Les députés s'en plaignent: on ne sait pas quoi faire!» soupire l'un d'entre eux, exaspéré par l'indécision de sa cheffe. Un seul être vous manque et tout dysfonctionne. L'épisode remet au jour le problème structurel du RN, paradoxalement parti de masse aux 100 000 adhérents revendiqués mais à l'appareil atrophié. Il n'y a

jamais eu qu'un numéro au Front comme au Rassemblement national: c'est le numéro 1. L'adage, envoyé par Jean-Marie Le Pen dans les gencives de son rival de l'époque, Bruno Méret, a survécu à deux autres présidents, un changement de nom et trois défaites au second tour de l'élection présidentielle.

CHEF OMNIPOTENT

Plus que la difficulté à passer la main, la formule décrit surtout, peut-être, un mode de gouvernance du mouvement où le chef, omnipotent et craint, décide de tout, délègue peu, et se voit rarement contradit. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les tares du temps du père se retrouvent sous le règne de la fille: décisions prises hors des instances officielles dans des cercles restreints; fait du prince encourageant la courtisanerie, démotivant la critique et conduisant ainsi à un renouvellement cyclique des entourages; absence chronique de travail que la progression régulière des scores ne pousse pas à conjurer mais qui, selon les Cassandra internes, peu écoutées, éloigne une perspective de victoire au se-

cond tour d'une présidentielle. Les dizaines de cadres interrogés par Libé à la suite de la condamnation confirment la culture bonapartiste radicale de leur formation. «C'est un parti ultra-centralisé avec les bons et les mauvais côtés, assume un parlementaire issu d'une autre famille politique. Au moins on sait où est la ligne officielle et quand ce parti s'engage dans un sens, il le fait à fond et sans nuance. La contrepartie, c'est que rien ne dépasse, qu'il n'y a pas de communication interne et que les gens dans lesquels Le Pen ou Bardella ont confiance n'osent pas critiquer.»

«Autour d'elle, il n'y a que des cheerleaders ou des gens qui n'ont pas de couilles», abonde plus crûment un hiérarque. Un troisième acquiesce: «Pour moi, le RN a le syndrome d'Atlas: on met tout sur le dos de la cheffe. C'est l'histoire d'une femme courageuse qui est entourée de gens qui ne travaillent pas.» Etrange parti où les critiques internes rejettent la faute sur les entourages pour mieux épargner celle qui s'entoure. Or, l'un des maux frappant le RN vient sans doute du fameux fonctionnement «en étoile» de Marine Le Pen, qui

prend ses décisions en consultant des cercles qui souvent s'ignorent, parfois se détestent, chacun jaloux de son emprise, réelle ou supposée, sur elle et qui parfois jouent les uns contre les autres. «Tout le monde lui parle et c'est souvent le dernier qui a parlé qui a raison», juge un collaborateur frontiste, au diapason de plusieurs autres. «C'est du bonapartisme mais sans l'organisation militaire», conclut un dernier. D'autant que ces cercles, souvent renouvelés, ont conscience que leur siège éjectable ne les pousse guère à la franchise.

Prenons le cénacle réuni le dimanche 1^{er} décembre pour décider, ou non, de la censure du gouvernement Barnier: outre les députés Jean-Philippe Tanguy, Bruno Bilde et Kévin Pfeffer, on trouvait aussi trois technos: le secrétaire général du groupe, Renaud Labaye, le conseiller économique de Le Pen, François Durvye, son directeur de cabinet, Ambroise de Rancourt, ainsi que Jordan Bardella. «Le problème, c'est que dans cette liste, pas mal de gens ont besoin de cela pour bouffer», estime un observateur peu optimiste sur la capacité de



FRONTAL

Libération renforce sa couverture de l'extrême droite. Chaque mardi, dans notre newsletter «Frontal», retrouvez enquêtes, reportages et indiscrets, par notre cellule de journalistes spécialisés. Pour s'inscrire : libe.fr/frontal



A Narbonne (Aude), lors d'un meeting du Rassemblement national, le 1^{er} Mai.
PHOTO DAVID RICHARD.
TRANSIT

refusées, donc je me suis remis à chercher de vrais profils.» Parallèlement, le très sérieux ancien maire de Beaucaire (Gard), Julien Sanchez, sorte de moine-soldat du mouvement, a pris en charge les investitures pour les élections municipales, avec un mot d'ordre: «Mieux vaut pas de candidats que de mauvais candidats.» Une consigne d'autant plus facile à suivre qu'à la différence des candidats à la députation, les postulants maires ne rapportent pas d'argent.

RECRUTEMENTS FOIREUX

Reste qu'en dehors de ses fonctions purement électoralles, le parti demeure un corps sans vie. Les instances officielles, bureaux exécutif ou national, sont de toute façon largement fictives, héritage du FN à la papa, où l'organigramme public avait surtout vocation à représenter les différentes sensibilités du compromis nationaliste (cathos tradis, solidaristes, néopaiens, nationalistes-révolutionnaires, etc.) quand les vrais choix étaient arrêtés à Montretout, entre deux portes, par Le Pen et ses proches du moment. Ils le sont aujourd'hui au domicile de sa fille à Saint-Nom-La-Bretèche, dans les Yvelines, au milieu des chats. Sans transparence aucune.

Récemment, un dernier couac a révélé les limites d'un tel mode de fonctionnement. Le recrutement, en 2024, de l'eurodéputée Malika Sorel, propulsée à la seconde place de la liste de Jordan Bardella, n'a fait l'objet d'aucune consultation, même discrète, de ceux qui auraient pu l'avoir côtoyée dans sa carrière passée... et auraient pu épargner au RN l'humiliation de voir leur ralliée claquer la porte de la délégation frontiste moins d'un an après son élection. Prenant ainsi son numéro dans la longue file des recrutements foireux du parti d'extrême droite – une autre permanence entre l'époque du père et celle de la fille. «Le problème, c'est qu'à chaque fois ça marche mieux qu'avant, se désole un parlementaire. Pourquoi voulez-vous tout remettre en cause quand vous passez de 6 à 90, puis à 140 députés? Ça ne suffit pas pour gagner au second tour – on se dit qu'on gagnera la prochaine fois.» Jusqu'à la prochaine défaite. ◀

l'aréopage à tenir franchement tête à leur patronne. Un autre cadre remet en question le «*sens politique*» des technos lepénistes: «Chez eux, ça connecte mais ils n'ont aucun sens politique, et, c'est humain, ils se sont fait avaler par cette proximité avec Marine, le fait d'être aussi près de Dieu.»

COUACS EN SÉRIE

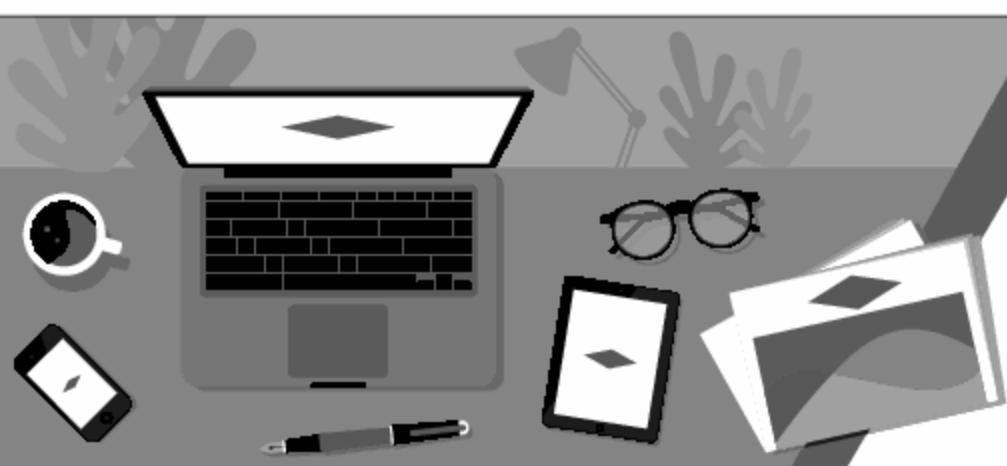
Surtout, diagnostique un proche, «le problème c'est que les intersections entre ces cercles et les organes du parti sont faibles, ce qui crée un manque de cohérence». La chose n'est pas sans conséquence. A ce titre, les couacs en série autour du traitement des Français binationaux

– plus de 3 millions de personnes – peuvent faire figure d'exemple type. En 2022, Marine Le Pen prend la décision d'abandonner l'interdiction de la double nationalité, marqueur pourtant historique de son parti. Seule, et sans en informer son parti. «En tant que candidate, je fais des choix. Je fais ce choix, je l'assume. Je ne suis plus présidente du RN. Ça change énormément les choses», revendique-t-elle à l'époque auprès de *Libé*, dont l'article, c'est cocasse, fait découvrir à nombre de cadres et militants cette évolution majeure du programme frontiste. Face à la stupeur, le conseiller spécial de Le Pen, Philippe Olivier, se fend alors d'une note interne pour

éteindre l'incendie et faire la pédagogie de la décision de la cheffe... qu'aucune instance interne n'a seulement débattue. Ou simplement diffusée. Deux ans plus tard, en 2024, les répliques de ce chaotique parcours éclateront en pleines législatives, où pas moins de trois députés – Sébastien Chenu, Daniel Grenon et Roger Chudeau – se montreront incapables de restituer la position du RN sur le sujet, avec des accents racistes pour les deux derniers. Ils n'étaient pas seuls. «Moi-même je ne savais plus très bien quel était notre programme!» souffle un autre député réélu. Il est peu probable que le parti tire les leçons de l'épisode. Après le raté

des législatives, certains cadres comme Jean-Philippe Tanguy ont demandé d'organiser un bilan. Rien n'est venu. «Ce n'est pas dans notre culture», répond-on. L'appareil frontiste a certes pris en compte l'enjeu de gagner en sérieux dans les investitures : pour se présenter aux législatives, il faut désormais fournir son casier judiciaire, une lettre de motivation, ainsi qu'une vidéo d'une minute trente destinée à vérifier les facultés d'élocution. «Ce n'est plus si facile d'être investi, partage un délégué départemental. J'ai voulu présenter des femmes un peu prête-noms sur des circonscriptions ingagnables pour ne pas m'embêter et elles ont été

Libération
ABONNEZ-VOUS



Offre intégrale
34,90€

par mois
au lieu de 76,60€
prix de vente
au numéro

Abonnez-vous ici

ou par téléphone
au 0155 56 7140
du lundi au vendredi
de 9H à 18H

MORTS AU TRAVAIL

Un laisser-faire français

A l'image de Lorenzo Ménardi, apprenti de 15 ans mort le 30 avril, ou des trois maçons décédés en Côte-d'Or, mardi, près de deux personnes meurent chaque jour en France à cause de leur travail. Un chiffre qui ne baisse plus depuis le début des années 2010 par manque d'action politique.

Par
JEAN-BAPTISTE CHABRAN
 Infographies **ALICE CLAIR** et **SAVINIEN DE RIVET**

Le mercredi 30 avril, Lorenzo Ménardi, jeune apprenti maçon de 15 ans, est mort sur un chantier à Saint-Martin-du-Var, dans les Alpes-Maritimes. L'adolescent, élève dans un CFA d'Antibes, a été écrasé par une petite pelleteuse conduite par un jeune homme. Mardi, ce sont trois maçons, qui travaillaient sur un chantier à Pommard en Côte-d'Or, qui ont péri dans l'effondrement d'un mur de pierres. Particulièrement tragiques, ces deux cas sont venus, coup sur coup, jeter la lumière sur un problème récurrent, peu visible et trop peu combattu par les pouvoirs publics : celui des accidents du travail.

En France, d'après les dernières données dont on dispose (1), près de 1300 personnes perdent la vie chaque année à cause de leur travail, que ce soit après un accident (759 morts), un trajet entre le domicile et le lieu de travail (332) ou à la suite d'une maladie professionnelle (196). Après plusieurs décennies de baisse, ce chiffre stagne depuis le début des années 2010, voire augmente sur les dernières années, sans qu'une prise de conscience politique et des actions fortes ne viennent l'endiguer. Notre pays fait pourtant figure de très mauvais élève en la matière : pour l'année 2022, la France est le deuxième pays euro-

péen au plus fort taux de mortalité au travail.

QUI SONT LES MORTS AU TRAVAIL ?

Sur les 718000 accidents du travail recensés en 2023 par l'assurance maladie, 759 ont été mortels (*voir infographies*) : un chiffre en hausse (21 morts en plus) par rapport à 2022. Parmi ces morts, 64% sont des hommes. Les victimes sont souvent des ouvriers ou employés, exerçant dans des secteurs à forte pénibilité physique ou à risques élevés. Ainsi, un ouvrier a cinq fois plus de chance de mourir au travail qu'un cadre. Pour ce qui est des secteurs, le BTP reste de loin le plus meurtrier, représentant à lui seul près d'un tiers des décès. Viennent ensuite les secteurs du bois, ameublement, papier, imprimerie, de l'agroalimentaire et des transports.

Plus de la moitié des personnes (432) succombent à ce que l'assurance maladie nomme des «malaises» (infarctus, AVC...) sur le lieu de travail. Le plus souvent, ils touchent des hommes autour de la cinquantaine. Mais, dans son dernier rapport paru à ce sujet, l'assurance maladie note aussi que «les décès dus à une cause externe identifiée poursuivent leur progression», passant de 176 cas en 2022 à 193 cas en 2023. Elle recense

également 33 décès chez des travailleurs de moins de 25 ans, qui meurent dans leur grande majorité d'une cause externe (chute, écrasement, électrocution...).

POURQUOI LE SUJET EST-IL MAL TRAITÉ ?

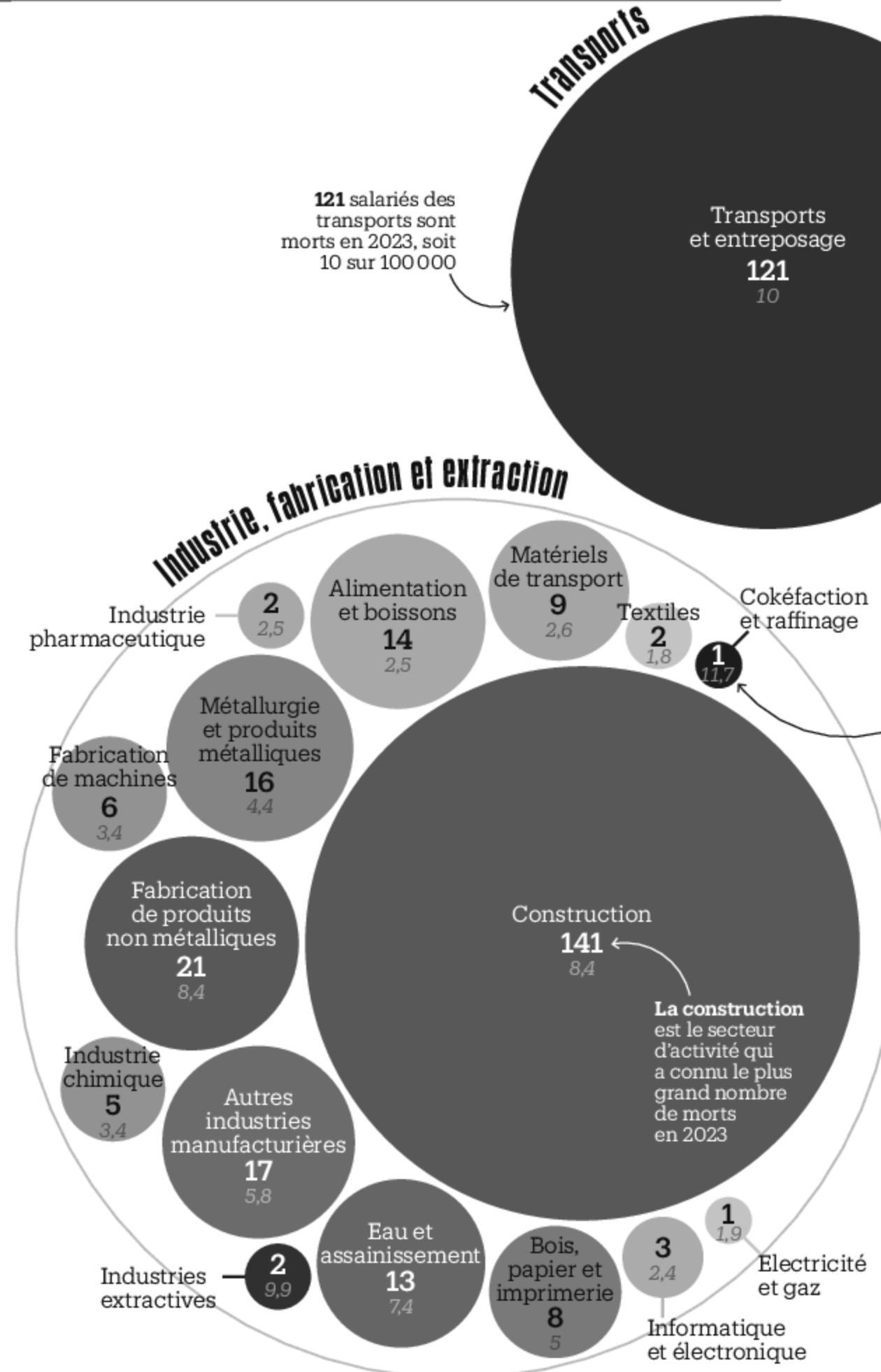
De l'aveu même du ministère du Travail, la France semble avoir atteint un «plancher de verre de deux morts [au travail] par jour». Mardi soir, la ministre chargée du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, a aussi reconnu sur X que ces nombreux décès «ne sont pas des faits divers, mais un fait de société». Mais si le constat d'échec est partagé par tout le monde, à commencer par les différents ministres qui se sont succédé à ce poste, les mesures fortes et susceptibles de faire baisser ce chiffre n'arrivent pas. Au contraire, les dernières réformes majeures engagées par les différents gouvernements depuis 2017 sont plutôt allées dans le mauvais sens. A commencer par les ordonnances Macron de septembre 2017, qui ont supprimé les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) en les diluant dans les comités sociaux et économiques (CSE) pour toutes les entreprises de 50 à 299 salariés. «Ce qui fait que tout le tissu des PME françaises n'est plus couvert par une instance en matière

de santé et de sécurité au travail», pointe l'eurodéputé LFI Anthony Smith.

L'élu évoque aussi le cas de l'inspection du travail, «dernier filet pour veiller à la protection des salariés», dont les effectifs «indigents», notamment ceux chargés de contrôler les entreprises, n'ont fait que rétrécir. Ainsi, entre décembre 2017 et décembre 2022, selon les chiffres du ministère du Travail, le nombre de contrôleurs de cette instance a baissé de 15%. «On a aujourd'hui environ 1700 inspecteurs pour 20 millions de salariés dans le privé et 2 millions d'établissements», critique Anthony Smith, lui-même ancien inspecteur du travail. En moyenne, les entreprises sont contrôlées une fois tous les sept ans alors que la quasi-totalité des morts pourraient être évitées.»

Et si le problème des accidents du travail n'est pas suffisamment traité politiquement, c'est d'abord selon lui par pure question idéologique. «S'occuper de cette question oblige à admettre que le travail fonctionne selon un modèle que les marxistes désignent comme "l'aliénation" et que les juristes qualifient de "lien de subordination", développe-t-il. Cela revient à reconnaître qu'au travail, le salarié n'est pas libre et que le seul responsable de sa situation, c'est l'employeur. Et ça, ce n'est pas compris ni admis par les derniers

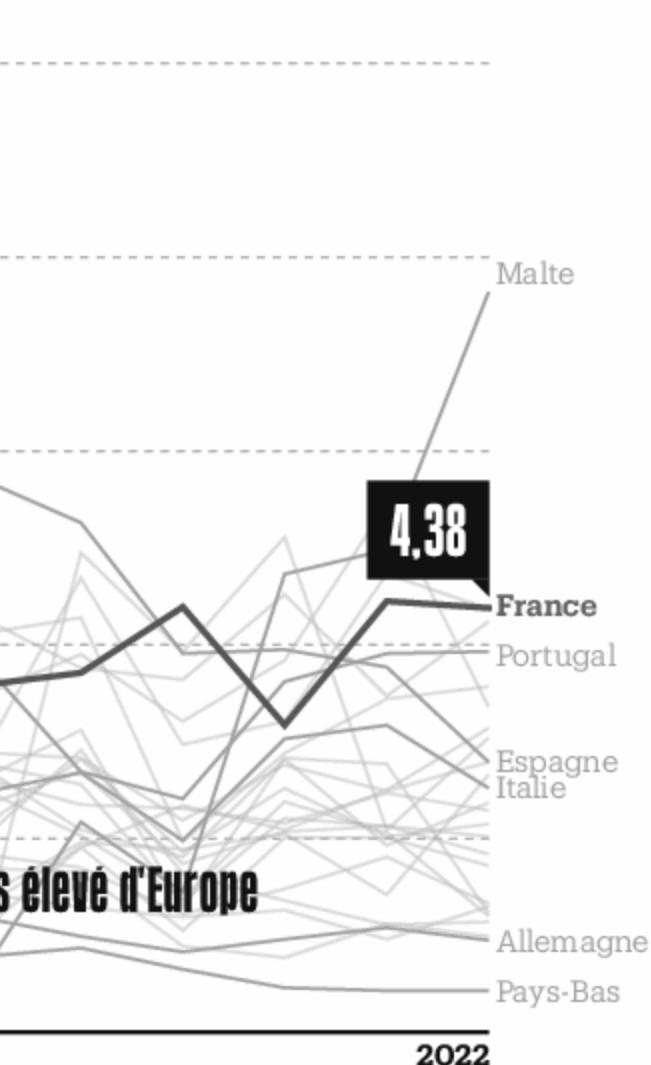
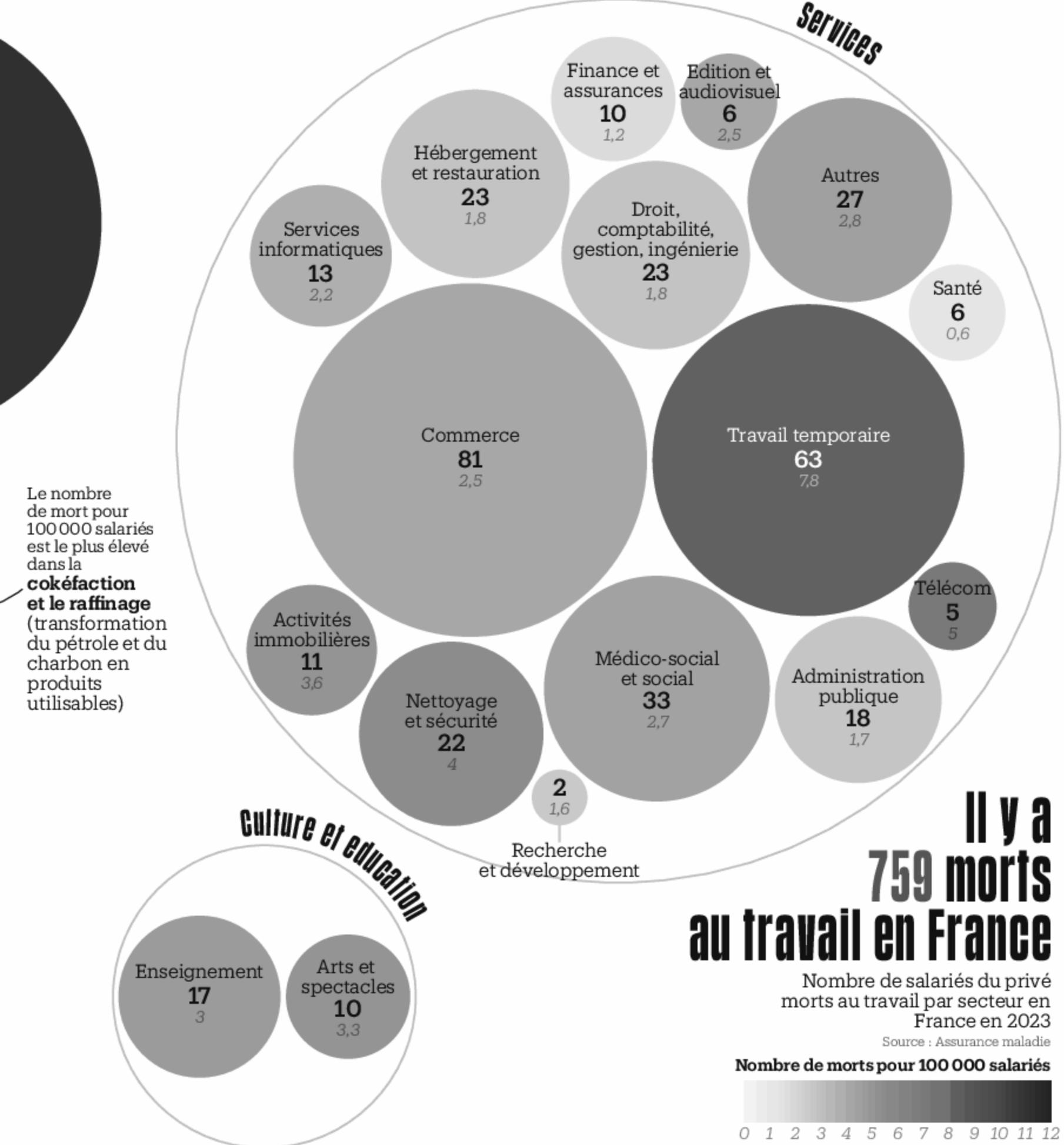
121 salariés des transports sont morts en 2023, soit 10 sur 100 000



ministres.» Matthieu Lépine, professeur d'histoire et auteur de *l'Hécatombe invisible* (Seuil) est encore plus direct. Pour lui, qui recense jour après jour depuis 2019 les accidents mortels au travail, «il n'y a pas de réelle volonté de les faire baisser», la prime étant toujours donnée à la «flexibilité» plutôt qu'à la sécurité. «Quand il était ministre, on a vu Olivier Dussopt se féliciter de la stagnation du nombre de morts. Comme si un certain nombre de sacrifices humains étaient nécessaires chaque année pour pouvoir être un pays développé.» «La question de la sécurité et de la santé au travail est toujours pensée comme un coût immédiat pour les entreprises, ce qui est une aberration», reprend Anthony Smith.

QUELLES PISTES POLITIQUES ?

Les différents experts du sujet insistent sur la nécessité de traiter le problème comme une question globale et structurelle. Un peu à la façon dont la sécurité routière est devenue un vrai sujet de prévention publique. Pour commencer, tout le monde estime que le système de recensement statistique doit être revu pour assurer une exhaustivité dans le décompte des accidents et des morts au travail. A gauche, les différents partis s'accordent à réclamer le retour des CHSCT et à renforcer, voire



doubler, les effectifs de l'inspection du travail. L'idée de faire du nombre d'accidents du travail un critère de sélection dans l'accès aux marchés publics fait aussi son chemin. Au Parlement européen, les insoumis Anthony Smith et Marina Meuret vont porter «une feuille de route» avec 14 mesures visant à atteindre un objectif de «zéro mort au travail». Dans leur liste, les deux élus souhaitent notamment

mettre en place «une présomption de responsabilité de l'employeur». Ils souhaitent aussi créer une nouvelle qualification juridique criminelle baptisée «employicide» pour augmenter fortement les sanctions infligées aux employeurs fautifs.

«Si vous êtes employeur et que vous êtes reconnu responsable d'un mort, par exemple parce que vous n'avez pas protégé un chantier,

vous risquez actuellement dans le code du travail 10 000 euros d'amende maximum», justifie Anthony Smith. Ce qui fait aussi dire à Matthieu Lépine que «cela coûte aujourd'hui moins cher à une entreprise de laisser les accidents arriver que de les empêcher». ▶

(1) Les chiffres de l'assurance maladie de 2023 ne décomptent que les accidents du secteur privé.

En Côte-d'Or, «c'est un accident hors normes»

Les décès de trois ouvriers, mardi, lors de l'écroulement d'un mur dans un domaine viticole en rénovation, ont profondément ébranlé la commune bourguignonne de Pommard.

L'émotion est encore vive dans le village viticole de Pommard (Côte-d'Or) au lendemain de la mort de trois maçons lors d'un chantier sur un domaine viticole. Un drame qui est venu bouleverser la tranquillité de cette commune de 400 habitants, entourée des vignes de Bourgogne. La veille, les trois victimes âgées de 45, 56 et 58 ans œuvraient sur un vieux mur en pierre pour le consolider, avant que celui-ci ne s'effondre et les ensevelisse. Ce chantier en lisière du village avait débuté il y a un mois pour construire un bâtiment viticole servant d'entrepôt et de cuverie. Ce mercredi, la route pour accéder au site de l'accident est barrée pour les véhicules, mais il est à nouveau possible de s'y rendre à pied. Sur le chantier, ne restent qu'un camion benne rempli de gravats ainsi qu'une pelleteuse qui semble s'être arrêtée comme au milieu de son mouvement. La clôture en pierre, d'un peu

plus de deux mètres de hauteur, est également visible, scindée en deux par un trou d'environ trois mètres de longueur, là où le pan de mur s'est écroulé. Un tas de pierre jonche le sol. Le calme qui règne sur le chemin contraste avec le bouillonement de la veille. Un hélicoptère du Samu, de nombreux pompiers et gendarmes, ainsi que bon nombre de journalistes s'étaient rapidement rendus sur le site dans la matinée.

Rare. Dans le centre du village, les habitants rencontrés sont marqués. Patrick, qui possède un commerce de vélos et vit dans la commune depuis 1992, n'a «jamais vu un accident comme ça à Pommard». «On a entendu l'hélicoptère au-dessus de nous et les pompiers sur la route», raconte-t-il. «C'est dramatique, on est très tristes pour les familles.» Aurore, qui gère un restaurant, décrit «une ambiance très lourde dans le village». «J'en ai discuté avec d'autres, ça nous a tous très affectés», témoigne-t-elle. Les touristes de passage dans la zone ont également entendu parler de

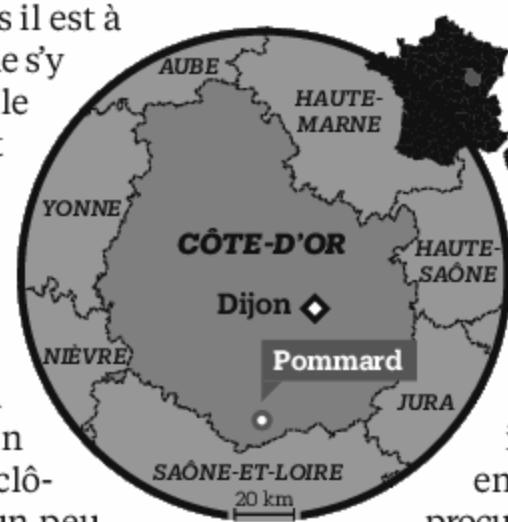
l'accident. Hervé, qui visite les vignobles du coin, explique avoir appris la nouvelle «hier soir par la patronne d'un restaurant» d'une commune voisine. «C'est très malheureux. Je travaille dans le secteur de la construction, donc je suis très sensible à ça», confie-t-il. Pour Frédéric, qui a aussi travaillé dans le bâtiment toute sa vie, «c'est un accident hors normes». «Parfois, il peut y avoir un mort sur un chantier, mais trois d'un coup, c'est extrêmement rare. C'est vraiment dramatique», souligne ce retraité en randonnée dans la région.

Hécatombe. L'entreprise de maçonnerie où étaient employés les ouvriers a préféré ne pas répondre aux journalistes. Il s'agit d'une société locale de huit salariés, basée dans la commune voisine de Savigny-lès-Beaune, spécialisée dans les travaux pour les domaines viticoles comme la création de caves et de cuveries. Mise en liquidation l'an dernier, elle avait été rachetée par une petite société travaillant principalement dans la rénovation de bâtiments anciens et classés. Du côté de la mairie, la décision a également été prise de garder le silence à la demande de la gendarmerie, selon le maire Jacques Frottey, car les investigations sont encore en cours. Le procureur de Dijon, Olivier

Caracotch, qui s'est déplacé sur les lieux, a annoncé mardi l'ouverture d'une enquête de flagrance pour homicide involontaire dans le cadre du travail. La gendarmerie de Beaune et l'inspection du travail sont «cosaisies des investigations», a-t-il indiqué. Le drame a aussi fait réagir dans la classe politique et chez les syndicats. La ministre du Travail, Astrid Panosyan-Bouvet, a rappelé que «ces morts au travail ne sont pas des faits divers, mais un fait de société», qui «exige une lutte [...] qui est et restera une priorité absolue pour le ministère». Dans un communiqué, la CGT Construction a appelé à «renforcer les mesures de protection» après cette «hécatombe de morts». «Ces drames survenus dans un secteur déjà trop marqué par la précarité et les risques professionnels nous obligent à une profonde remise en question de nos pratiques de sécurité», estime le syndicat, dénonçant notamment «les cadences élevées» et le «recours à la sous-traitance».

HUGO RAYNAUD

Envoyé spécial à Pommard



Par
GUILLAUME GENDRON

Johann Naldi n'a pu résister à l'épanchement nostalgique. Le 20 avril, le *serial «découvreur de trésors»* partageait sur Instagram une photo de son plus beau fait d'armes, trois ans plus tôt jour pour jour. Soit la privatisation de l'Olympia, transformé pour quelques heures en mini-musée, où le galeriste autodidacte présentait à la face du monde un ensemble d'œuvres attribuées aux Arts incohérents, micromouvement potache de la fin du XIX^e siècle dont les spécialistes pensaient, avant lui, qu'il ne restait absolument rien. Mieux encore: ces 19 pièces, principalement de petites toiles et des gravures exhumées d'une malle prétendument oubliée dans un grenier de banlieue parisienne, venaient, selon lui, bouleverser toute la chronologie de l'histoire de l'art. A l'Olympia, Naldi frayait entre les demi-mondains endimanchés et les œuvres exposées sous vitrines, comme autant de *Joconde* retrouvées.

Grâce à lui, le premier monochrome n'était plus le *Carré noir sur fond blanc* de Kasimir Malevitch, mais le *Combat de nègres pendant la nuit* de l'écrivain Paul Bilhaud. Le premier ready-made n'était plus l'urinoir de Marcel Duchamp, mais un rideau de fiacre aux reflets vert bouteille – un hommage à l'absinthe attribué à l'humoriste Alphonse Allais. Bref, la «trouvaille du siècle», comme il le consignait de sa plume dans *Hors Cadre*, ouvrage consacré à ses mirifiques découvertes, paru en 2023 (éd. Herscher). Un an plus tôt, c'était Michel Onfray qui s'était empressé d'écrire un livre, *les Anartistes*, à la gloire de Naldi et de sa malle, trop heureux de pouvoir flinguer dadaïstes et surréalistes, relégués au rang de vulgaires copieurs et suivistes.

«TRÉSOR NATIONAL»

Le musée d'Orsay s'était, lui, positionné dès 2021 pour faire l'acquisition de l'ensemble, dont l'expert autodidacte avait évalué la valeur à une dizaine de millions d'euros. La somme, raconte-t-il dans *Hors Cadre*, avait fait tousser Laurence des Cars, à l'époque directrice d'Orsay, aujourd'hui à la tête du Louvre. Naldi avait alors demandé un certificat d'exportation au ministère de la Culture, expliquant que son «intérêt» de marchand, au service des propriétaires, était d'«ouvrir le champ vers l'international, de vendre au plus offrant à l'étranger, que ce soit à un milliardaire ou à une institution argentée». Brad Pitt n'avait-il pas visité sa galerie, assurait-il alors?

Le bluff avait payé. Peu après, la ministre de la Culture de l'époque, Roselyne Bachelot, classait provisoirement l'ensemble au rang de

JOHANN NALDI

«Serial découvreur» et bête noire du monde de l'art

ENQUÊTE

En 2021, le galeriste assurait avoir découvert les premiers monochrome et ready-made de l'histoire. Depuis, les doutes ont troublé l'Etat et les musées. Et l'expert d'enchaîner les polémiques.

«trésor national», flétrissant «ces œuvres remarquables» vers «des collections nationales [du] musée d'Orsay». Jusqu'à ce qu'une enquête de *Libération*, début 2022, ne révèle le trouble agitant le milieu de l'art, dubitatif sur la provenance de l'ensemble – voire l'authenticité des deux pièces majeures, le monochrome et le ready-made. «Négationnisme intellectuel!» balayait alors Naldi. Et Orsay de temporiser auprès de *Libé*: «Ce classement est une mesure administrative préventive, pas une sanction

divine.» Le musée avait en effet trente mois pour faire machine arrière... Trois ans plus tard, l'ultimatum écoulé, qu'en est-il? Dans un mail laconique, la communication d'Orsay répond que «l'établissement public a choisi, à l'issue du délai d'instruction de trente mois, de ne pas faire d'offre d'achat pour ces œuvres, comme le code du patrimoine et la législation sur les trésors nationaux lui en donne la possibilité. Cet ensemble dispose désormais de son certificat d'exporta-



Ready-made attribué à Alphonse Allais. J. NALDI



Le monochrome présenté comme ayant été peint par Paul Bilhaud, avec un numéro d'exposition au verso. JOHANN NALDI

tion délivré par le ministère de la Culture le 23 juillet 2024». Ergo: s'il peut être exporté, c'est que le trésor national n'en est plus un. «Ces sont des choses qui peuvent arriver: généralement, c'est parce que l'Etat estime qu'il n'a pas les moyens d'acheter, et lève donc l'interdiction d'exportation, éclaire Didier Rykner, directeur du magazine *la Tribune de l'art*. En revanche, il est extrêmement rare que la décision soit prise parce qu'il y a un doute important sur l'œuvre.»

«FANTAISISTES»

Grand spécialiste du monochrome et professeur émérite à l'université Paris-I, Denys Riout fut une des premières figures à se porter caution pour la trouvaille de Johann Naldi, avant de s'en dédire. «En réalité, l'affaire n'est pas terminée, soupire-t-il. La décision d'Orsay est compréhensible, car un doute, fort raisonnable, subsistait. Il aurait rendu l'acquisition très compliquée, car Orsay aurait dû faire appel au mécénat, et avec un tel débat, ça n'aurait pas été facile de lever des fonds. Mais, quelque part, là est le regret: si Orsay avait acheté les œuvres, ils auraient pu entreprendre des analyses poussées et lever le doute, car le marchand [Naldi, ndlr] avait refusé des techniques d'investigation trop invasives pour, selon lui, protéger les œuvres. Maintenant, le risque est grand qu'elles s'évaporent dans la nature sans qu'on ait le fin mot de l'histoire...»

Un précédent a peut-être pesé dans la balance, celui des «fausses chaises de Versailles». L'affaire, jugée en mars au tribunal de Pontoise, dix ans après les faits, a durablement ébranlé la confiance des institutions comme des acheteurs face aux «découvertes» mirifiques. Bill Pallot, expert respecté jusqu'à ses aveux, avait fait fabriquer par un menuisier du faux mobilier royal. Dont des «sièges de Marie-Antoinette», qui avaient été classés trésor national, avant de les revendre au château de Versailles et à un prince qatari.

Dans le cas des Incohérents, les suspicions, étayées en premier lieu par l'historienne Corinne Taunay, qui, depuis vingt ans, a consacré toutes ses recherches au mouvement, portent principalement autour du ready-made et du monochrome. Soit les deux seules œuvres de valeur de l'ensemble. L'existence du rideau de fiacre n'avait jamais été mentionnée jusque-là: ni dans les comptes rendus contemporains des expos «incohérents», ni dans les écrits d'Alphonse Allais, à qui le révolutionnaire objet est attribué sur la foi de ses initiales (A.A.) et d'un cartouche de cuivre reprenant un de ses calembours.

Quant au monochrome, comme le reconnaît Naldi dans son livre, il est «bien éloigné des descriptions plus ou moins fantaisistes (sic) que l'on retrouve dans la littérature ancienne». Soit

celles d'une «feuille de papier noir» ou d'*«une tache noire dans un cadre»*, et non la belle toile méticuleusement peinte au bleu de Prusse exhibée par le galeriste. En outre, la présence d'un numéro d'exposition à l'arrière du cadre, et non à l'avant comme c'est la coutume, a fait tiquer. Quant à la *«malle de voyage»* où le miraculeux fatras aurait été retrouvé – *«commune et bien fatiguée, de celles qui moisissent dans les greniers»*, dixit Naldi – beaucoup doutent de son existence, d'autant que le marchand ne l'a jamais exposée ni documentée photographiquement.

Sans entrer dans les détails, Eric Turquin, sans doute l'expert français le plus réputé en peinture ancienne, tient à mettre les points sur les i: *«Le terme "trésor national" désigne un processus d'acquisition, limité dans le temps, c'est tout. Ce n'est ni un classement, comme les monuments historiques, ni un certificat d'authenticité.»*

Johann Naldi, lui, ne s'est pas embarrassé de ces subtilités, publicisant abondamment le *«classement "trésor national"»* de sa découverte, de livres en apparitions télé. Sans oublier Wikipédia, où le galeriste s'est montré hyperactif, au point de se voir rattrapé par les modérateurs de l'encyclopédie collaborative. Sa page personnelle est désormais affublée d'une bannière signalant un article *«trop promotionnel»*, pendant qu'un contributeur nommé Wikinizan12, créateur de l'entrée *«Johann Naldi»* et probable alias, s'est vu bloqué pour cause de trop grande *«proximité»* des pages dont il était à l'origine – soit celles consacrées aux découvertes *«naldiennes»*, quitte à réécrire celles à propos de Malevitch... Il faut dire que Wikinizan12 s'était trahi par son emploi frénétique de la locution *«Nous avons»*... Interrogé par Libération, Johann Naldi ne se démonte pas: *«Je suis en effet adepte de l'autopromotion.»*

JACK L'ÉVENTREUR

Le contenu de la légendaire malle, malgré la polémique, a-t-il trouvé preneur? *«Depuis l'obtention du certificat d'exportation, les œuvres ont pris le chemin de nouveaux horizons où la réflexion méthodique, fût-elle contradictoire, a remplacé l'esprit de destruction, cingle-t-il mystérieusement. C'est le moins que cette magnifique découverte méritait, désormais éloignée des colporteurs de rumeurs et girouettes apeurées et autre historienne tunnellisée dans la haine et la mauvaise foi....»* Avant de *«prendre le large»*, comme il l'assure, le monochrome et le ready-made ont pu être exposés à Rovigo, en Italie, de février à juin 2024, dans le cadre d'une retrospective Toulouse-Lautrec, contemporain des Incohérents. Pas de mea culpa du côté du galeriste donc, qui *«ne compte plus [se] justifier de quoi que ce soit»* et nous renvoie à ses abondantes publications.

C'est qu'entre-temps, l'homme n'a pas chômé. En juin 2024, on le retrouve au cœur de la vive controverse autour de l'exposition Géricault au musée de la Vie romantique (Paris), rapportée par *le Monde*. Experts et conservateurs s'étaient indignés de voir des toiles du maître exposées aux côtés d'œuvres *«inédites»*, jamais répertoriées jusqu'alors et qui lui auraient été attribuées abusivement. Parmi les tableaux polémiques, le portrait d'un sapeur napoléonien, daté de 1814, dégoté lors d'une petite vente en province pour 2000 euros et présenté par Naldi comme un Géricault oublié. Quelques années plus tôt, le galeriste avait essuyé un tir de barrage identique lors de sa présentation d'une *«Grande baigneuse»* achetée 650 euros et qu'il avait attribuée à Gustave Courbet.

Sa défense, aujourd'hui comme alors, est le conservatisme mal intentionné du *«sérial»* face à l'insolente vista de l'outsider: sans diplôme, Johann Naldi raconte avoir été

Johann Naldi en avril 2022.

PHOTO CYRIL ZANNETTACCI. VU



formé par un vieux peintre dans la maison de retraite où il était serveur, avant de monter à Paris se réinventer en fin limier chez Drouot. A ses yeux, la *«polémique Géricault»* n'était rien d'autre qu'une *«tentative de sabotage d'une farandole de crétins parisiens, grandement composée des petits mafiosi du marché de l'art...»* Procédurier, il tente désormais de faire taire les critiques par la voie judiciaire, après avoir porté plainte contre X en 2023 pour *«harcèlement moral»* et *«entrave à l'adjudication publique»*. Selon Xavier Nouguera, son avocat, les investigations seraient toujours en cours.

«Le monde de l'art fonctionne par consensus, résume Eric Turquin. *Il y a là quelque chose de solitaire et d'agressif dans la méthode qui ne va pas.»* Résumé par un autre expert qui, par crainte des poursuites, veut rester anonyme: *«C'est comme en médecine: quand on découvre une nouvelle molécule, ça ne vaut rien tant que les confrères ne l'ont pas validée. Naldi agit en Didier Raoult de l'art: lui seul aurait raison et nous serions des imbéciles...»*

L'intéressé la joue désormais Sherlock Holmes, assurant avoir démasqué Jack l'Eventreur, qu'il aurait reconnu sous les traits du peintre Walter Sickert. L'identification de l'avant-gardiste britannique au monstre de Whitechapel est une théorie connue mais largement décriée dans les cercles *«éventrolages»*. Peu importe: Naldi estime avoir décelé, dans une toile anonyme achetée 6 000 euros en salle des ventes à Avignon, les traits inquiétants de Sickert parsemés d'indices, après avoir attribué l'œuvre au peintre Jacques-Emile Blanche, lui-même intime de Sickert. Raisonnement gigogne, décliné dans un nouveau livre, *«l'Unique Portrait de Jack l'Eventreur»*, en 2024. Mieux, en janvier 2025, Naldi déroulait sa démonstration – savante ou tortueuse, c'est selon – au palais des congrès de Paris, avec le soutien de Daniel Zagury, médiaque psy des tueurs en série.

«Courbet, Géricault, Jack l'Eventreur, on ne sait plus où donner de la tête, s'amuse Rykner, de la Tribune de l'art. Son truc, c'est de prendre un tableau quelconque et, par l'histoire

qu'il construit autour, de le transformer en œuvre importante. Mais ça commence à ressembler aux gens qui écoutent les Beatles à l'envers pour y trouver des chants satanistes... Il y aura toujours des gogos pour y croire. Là où ça devient embêtant, c'est quand les musées se prêtent au jeu.»

Ce qui nous ramène aux Incohérents. En décembre, Naldi disait avoir retrouvé une autre œuvre du mouvement – une sculpture de son fondateur, Jules Lévy – claironnant que *«la recherche sur les Arts incohérents n'en finit pas de progresser»* et qu'un *«catalogue raisonné»* (c'est-à-dire exhaustif) devrait bientôt paraître. De quoi mettre fin à la querelle d'experts? *«Les disputes autour des attributions, au fond, ne sont que des problèmes de récits, nuance le professeur Riout. Mais au sujet du monochrome et du ready-made, il y avait une interrogation matérielle, le doute d'une potentielle manipulation – c'est tout à fait autre chose. Cars si on ne peut jamais prouver qu'une œuvre est vraie, on peut prouver qu'elle est fausse.»* A condition de le vouloir. ♦



LIBÉ.FR

Transports : Alstom revient dans le vert, mais plonge quand même en Bourse

Le train du «grand Alstom» arrive enfin à l'heure. Le géant français du matériel ferroviaire, fabricant du TGV et de toute une gamme de trains, métros et tramways circulant à travers le monde, a annoncé mercredi son retour tant attendu dans le vert comptable. A l'issue de son dernier exercice fiscal à cheval sur 2024 et 2025, le groupe a enregistré un résultat net de 149 millions d'euros, un bénéfice donc, là où il affichait encore une perte de 309 millions l'an dernier. Mais pas de quoi amadouer la Bourse. PHOTO REUTERS

Après la levée des sanctions américaines en Syrie, Trump et Al-Charaa tout sourires

Convaincu par le prince saoudien et le chef d'Etat turc de mettre fin aux restrictions qui étranglent Damas, le président américain veut «donner une chance» à la Syrie post-Assad.

Par
LUC MATHIEU

Il y a moins de six mois, le 8 décembre, les forces rebelles menées par Abou Mohammed al-Joulani, un nom de guerre, forçaient le dictateur syrien Bachar al-Assad à fuir Damas. Joulani, ex-chef d'Al-Qaeda en Syrie qui a rompu avec le groupe jihadiste en 2016, devenait président provisoire d'un pays laminé par quatorze ans de guerre civile et un pillage en règle par le clan Assad. Mercredi, Ahmed al-Charaa, le vrai nom de Joulani, a rencontré le président américain, Donald Trump, à Riyad, en Arabie Saoudite, première entrevue du genre en 25 ans. Sur les photos officielles, les deux dirigeants se serrent la main, souriants, le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane (MBS) à leurs côtés. Les trois hommes se sont entretenus durant trente minutes, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, participant à distance à la discussion.

Exigences. Ahmed al-Charaa avait de quoi sourire. Cette rencontre le fait basculer, lui, l'ancien d'Al-Qaeda, dans le camp des chefs d'Etat, une mue d'une rapidité inédite entamée lors de sa visite officielle à Paris le 7 mai. La rencontre s'est «très bien passée», a confié Donald Trump aux journalistes dans l'avion, parlant d'un

«homme jeune et séduisant. Un gars costaud». La veille, à la surprise générale en plein forum d'affaires à Riyad, Trump lui avait accordé ce qu'il réclame depuis le 8 décembre : la levée des sanctions américaines qui visent la Syrie. «Je vais ordonner l'arrêt des sanctions contre la Syrie pour leur donner une chance de grandeur, avait-il déclaré. Les sanctions étaient brutales et écrasantes, elles ont été très importantes à l'époque mais, maintenant, c'est leur moment de briller [...]. Je dis à la Syrie: "Bonne chance!"»

Après la signature de mirifiques contrats avec l'Arabie Saoudite toute la journée, il avait ajouté: «Ah, tout ce que je ferais pour le prince héritier» provoquant rires et applaudissements, dont ceux, nourris, de MBS qui a poussé les Etats-Unis à lever les sanctions avec le président turc.

En échange, le chef d'Etat américain a formulé plusieurs exigences, dont celle d'une normalisation des relations de la Syrie avec Israël. Il a aussi demandé l'expulsion des membres de groupes armés palestiniens et des terroristes étrangers, une aide dans la lutte contre l'Etat islamique (EI) et la prise en charge par le nouvel Etat des prisons et camps du nord-est syrien, où des jihadistes de l'EI et des membres de leurs familles sont emprisonnés.

Au fil de la guerre civile, les sanctions américaines s'étaient amplifiées, le pays se retrouvant quasiment sous embargo.

«Le président Trump a fait plus pour les Syriens que ses prédécesseurs qui ont laissé des criminels de guerre franchir les lignes rouges et commettre des massacres inhumains», a réagi le ministre syrien des Affaires étrangères, Assaad Hassan al-Chibani. Une allusion transparente à Barack Obama, qui avait refusé d'intervenir militairement après les attaques chimiques de la Ghouta, dans la banlieue de Damas, qui avaient fait plus de 1400 morts en août 2013.

Reconstruction. Au fil de la révolution qui s'était muée en guerre civile, les sanctions américaines visant la Syrie de Bachar al-Assad s'étaient peu à peu amplifiées, jusqu'à l'adoption en 2019 de la loi César, surnom de ce photographe de la police militaire qui avait fait sortir des dizaines de milliers de clichés de corps suppliciés sous la torture avant d'être lui-même exfiltré en France.

Le pays s'est alors retrouvé quasiment sous embargo, hormis pour les livraisons humanitaires. Les exportations de pétrole et de gaz ont été interdites, tout comme les virements via la Banque centrale syrienne. Ces sanctions, qui s'ajoutaient à celles de l'ONU et de l'Union européenne, ont drastiquement limité les entrées de devises, participant à l'effondrement de la livre syrienne et provoquant une inflation intenable.

Depuis la chute d'Assad, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont notamment annoncé un allègement de certaines sanctions, dans le domaine du transport, de l'énergie et des finances. Mais la persistance des restrictions américaines empêchait de fait de lancer la reconstruction du pays, où 90% de la population vit sous le seuil de pauvreté et où les infrastructures ont été ravagées par les combats et les pillages.



Donald Trump, Mohammed ben Salmane et Ahmed al-Charaa, à Riyad mercredi.

Elle empêchait aussi les hommes d'affaires syriens exilés de lancer des projets d'envergure. «Si la reprise est compromise par l'incapacité à attirer les investissements, à payer les salaires des fonctionnaires et à restaurer les infrastructures essentielles, la confiance du public dans le nouveau gouvernement intérimaire pourrait s'effondrer, ce qui risquerait d'exposer les

Syriens à un nouveau cycle de violence», mettaient en garde le 9 mai plusieurs ONG syriennes dans une lettre ouverte à l'administration américaine. L'annonce de Donald Trump ne provoquera toutefois pas la levée immédiate des sanctions. Certaines pourront l'être rapidement, via des décrets présidentiels, mais d'autres, telles celles

liées à la loi César, nécessiteront un vote du Congrès pour être abrogées, ce qui pourrait prendre plusieurs mois. Trump n'a par ailleurs pas abordé la question des sanctions de l'ONU, pour qui Ahmed al-Charaa et le groupe islamiste qui l'a mené au pouvoir, Hayat Tahrir al-Sham, sont toujours désignés comme terroristes. ➤



LIBÉ.FR

Le «Tour du monde en 80 polars» de «Libé» élu meilleur hors-série 2024

L'histoire ne dit pas si les jurés du Grand Prix «Stratégies» de l'innovation média ont suivi nos recommandations de romans noirs, mais ils ont élu le «Tour du monde en 80 polars» de Libé meilleur hors-série 2024, permettant ainsi au journal de faire la passe de deux après avoir été récompensé en 2023 dans la même catégorie pour «50 ans, 50 combats». Et bonne nouvelle : un deuxième numéro du hors-série polars est prévu, sortie le mois prochain. PHOTO LIBÉ O. METZGER. MODDS

Pérou Menacé de censure, le Premier ministre annonce sa démission

Enième épisode de trouble politique au Pérou. En poste depuis mars 2024, le Premier ministre, Gustavo Adrianzén, a présenté sa «démission irrévocable» à la présidente Dina Boluarte. Un peu plus tôt, son bureau avait pourtant démenti les rumeurs qui allaient en ce sens. Son départ intervient avant une nouvelle journée de manifestations contre la mal-aimée cheffe de l'Etat crédite d'un taux de popularité historiquement bas, à 2%, alors que les organisations criminelles du pays multiplient les campagnes d'extorsions. Des parlementaires réclamaient l'éviction de ce proche allié de la Présidente face à l'absence de résultats. (avec AFP)

Albanie Victoire du camp pro-européen du Premier ministre Edi Rama

Le Parti socialiste du Premier ministre albanais, favori des législatives du 11 mai, a obtenu plus de 52 % des voix, selon les résultats officiels publiés mardi soir à minuit, offrant à Edi Rama un quatrième mandat inédit à la tête du pays. L'ex-président Sali Berisha, leader du Parti démocratique (conservateur) a dénoncé mardi des «irrégularités» lors du scrutin et accusé les socialistes de pressions, de fraudes et d'achat de voix. L'élection était scrutée de près par l'UE et considérée comme un test de la maturité démocratique de ce pays des Balkans, de loin le plus europhile de la région. (avec AFP)

«QuelProduit»

L'association de défense des consommateurs UFC-Que Choisir a lancé mercredi l'application QuelProduit. Elle permet de scanner les codes-barres des produits alimentaires, cosmétiques et produits ménagers pour accéder à des informations sur leur composition et leur impact sur l'environnement. Dans le cadre de sa campagne «Stop aux substances nocives», UFC va aussi «aller à la rencontre des consommateurs» dans 80 villes et les informer sur les «dangers des substances nocives». Avec son appli, UFC-Que Choisir souhaite «interpeller les pouvoirs publics sur la nécessité d'interdire les substances les plus préoccupantes, mettre en place une évaluation véritablement indépendante des composants alimentaires, cosmétiques et ménagers» et rendre «enfin compréhensible» l'étiquetage.



France Télés Delphine Ernotte-Cunci rempile pour un troisième mandat

Son record de longévité va encore s'étendre. La présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte-Cunci, a été reconduite mercredi par l'Arcom pour un troisième mandat de cinq ans. La dirigeante, grande favorite, a été préférée par le régulateur de l'audiovisuel à trois autres candidats: l'ex-députée LREM Frédérique Dumas, l'ex-directrice générale adjointe de la régie pub de France Télé Irène Grenet et le communicant Jean-Philippe Lefèvre. En poste depuis 2015, Ernotte-Cunci avait été la première dirigeante de France Télévisions à être reconduite. J.-B.C. PHOTO RIVA PRESS

«Allez-vous agir pour empêcher un génocide?»



TOM FLETCHER
Chef des opérations humanitaires de l'ONU aux membres du Conseil de sécurité

Un mot, un seul, si lourd de sens et si chargé d'histoire. «Génocide». Huit lettres lâchées mardi, au milieu d'un discours poignant prononcé devant le Conseil de sécurité de l'ONU par Tom Fletcher, chef des opérations humanitaires des Nations unies. Et plus précisément, car ce mot réclame, plus que tout autre, rigueur et précision: un risque de génocide commis par Israël à Gaza, l'enclave palestinienne exsangue, ravagée par plus d'un an et demi de guerre, soumise depuis deux mois à un blocus humanitaire total, et désormais au bord de la famine. Pour la première fois depuis le début de cette guerre déclenchée par l'atta-

que terroriste sans précédent du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, un très haut responsable de l'ONU a prononcé le terme «génocide», qui hérisse Israël et divise les juristes. «Allez-vous agir, de façon décisive, pour empêcher un génocide et garantir le respect du droit humanitaire international?» a lancé Fletcher dans un silence de cathédrale, accusant Israël d'imposer «délibérément et sans la moindre gêne des conditions inhumaines aux civils du territoire palestinien occupé». Dans la bouche de ce diplomate chevronné de 50 ans, ex-ambassadeur britannique au Liban, en poste à l'ONU depuis novembre, ce mot,

que terroriste sans précédent du Hamas contre Israël, le 7 octobre 2023, un très haut responsable de l'ONU a prononcé le terme «génocide», qui hérisse Israël et divise les juristes. «Allez-vous agir, de façon décisive, pour empêcher un génocide et garantir le respect du droit humanitaire international?» a lancé Fletcher dans un silence de cathédrale, accusant Israël d'imposer «délibérément et sans la moindre gêne des conditions inhumaines aux civils du territoire palestinien occupé». Dans la bouche de ce diplomate chevronné de 50 ans, ex-ambassadeur britannique au Liban, en poste à l'ONU depuis novembre, ce mot,

UNIQUES
LE FESTIVAL DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES EN ACTION!

15 & 16 MAI EN RÉGION **17 MAI PARC FLORAL DE PARIS**

**BILAL HASSANI • CAMÉLIA JORDANA
MAUVAIS OEIL • CHRISTOPHE BEAUGRAND
CAMILLE AUMONT CARNEL
ARNAUD ASSOUMANI • LILIA BENCHABANE**

+200 ASSOCIATIONS & PERSONNALITÉS ENGAGÉES

festival-uniques.com

GRATUIT & ACCESSIBLE À TOUT LE MONDE

Logos: CAF, UNICEF, France Travail, DIVERSIDAYS, UNESCO, Google, Apec, etc.

FRÉDÉRIC AUTRAN



Grand panneau de la salle du fond de la grotte Chauvet-Pont-d'Arc (Ardèche). PHOTO CAROLE FRITZ ÉQUIPE GROTTE CHAUVENT. CNRS. MC.

Les sons de la grotte Chauvet reconstruits par la paléo-acoustique

Il y a 36 000 ans, face aux peintures de la grotte ardéchoise, une narratrice ou un narrateur transmettait sans doute des récits mythologiques. Comment voix et musique résonnaient-elles ?

Comment reconstituer l'environnement sonore des *Homo sapiens*, chasseurs-collecteurs nomades entre 45 000 et 12 000 ans ? Une gageure. Et pourtant... c'est ce que nous tentons de faire dans la grotte Chauvet-Pont-d'Arc (Ardèche), où ont été découverts les célèbres dessins réalisés il y a 36 000 ans. Depuis trente ans, nous étudions les quelque mille traces humaines, dont plus de 500 dessins, ainsi que les vestiges de faune, notamment plus de 4 000 ossements d'ours des cavernes –, ou encore la formation de la grotte et son évolution au fil du temps. Depuis 2020, nous souhaitons aussi reconstituer le paysage sonore dans lequel évoluaient les humains qui entraient dans la grotte. Cette recherche relève d'une discipline nouvelle : la paléo-acoustique. Que percevaient-ils dans leur quotidien ? La perception du son est à la fois

intime et culturelle. Dans nos propres vies, nous n'entendons pas tous les sons qui nous entourent ; il en allait sans doute de même au Paléolithique. Comment alors imaginer leur environnement acoustique ? Le grattage des peaux, la taille du silex, les conversations, les pas feutrés dans la neige... La géophonie et la biophonie environnantes : le vent dans les feuillages, le murmure des rivières, la pluie, le grondement d'un troupeau de bisons, les chants d'oiseaux, le rugissement des lions dans le lointain... Puisque le son ne laisse pas de trace matérielle, il nous faut rechercher les supports qui le produisent. Ces recherches sont complexes, car pour ces périodes très anciennes, les matériaux organiques (bois, végétaux, peaux animales) ne se conservent pas. Seuls les instruments fabriqués dans des matières durables comme l'os, le bois de renne, l'ivoire de mammouth ou les coquillages peuvent nous être parvenus.

GROTTÉ MUETTE

Pour l'instant, la grotte Chauvet reste muette sur bien des points. Aucune fouille n'est autorisée, et l'on pourrait aisément se décourager. Pourtant, nous persistons, parce que la recherche avance autrement. Grâce aux modèles 3D que nous élaborons, un clone numérique de la cavité devient peu à peu un véritable ter-

rain d'expérimentation sonore pour comprendre comment les sons, les voix et les musiques s'y déployaient. Car les anthropologues et les ethnomusicologues nous rappellent une chose essentielle : il n'existe pas de société sans chant, pas de rituel sans accompagnement sonore. La voix, les rythmes, les résonances

appartiennent à l'histoire humaine depuis ses origines. Les recherches archéologiques révèlent tout au long du Paléolithique récent, des flûtes façonnées dans les os longs d'oiseaux de grande taille – vautours, cygnes, oies – ou dans de l'ivoire de mammouth. Entre 36 000 et 35 000 ans – soit au moment

même où les artistes de Chauvet traçaient leurs chefs-d'œuvre –, neuf flûtes ont été mises au jour en Allemagne [dans l'Etat du Bade-Wurtemberg, ndlr], sur les sites de Geißenklösterle, de Hohle Fels et de Vogelherd. En France, le site d'Isturitz (Pays basque) a livré une dizaine d'instruments, datés entre 35 000 et 13 000 ans.



Flûte en os de Hohle Fels, en 2009 à Tübingen. DDP. IMAGES AFP



Conque de Marsoulas. C. FRITZ. CNRS. MHNT

A Toulouse, les historiens tendent l'oreille

«Comment restituer la dimension sonore de temps révolus, en faire monter le volume à partir des traces qu'il nous reste?». C'est à cette question que s'attache le festival «l'Histoire à venir», autour d'un double défi: rendre une voix à celles et ceux que l'histoire a pu oublier,

et montrer comment on peut faire une histoire des musiques, voix et sons du passé. De la paléo-acoustique à Beyoncé, des voix des esclaves à celles des fantômes, rendez-vous dans toute la ville du 15 au 18 mai.

Programme sur lhistoireavvenir.eu

Souvent fragmentaires et de petites dimensions, ces objets sont rares. La flûte de Hohle Fels, longue de 25 centimètres et percée de cinq trous, reste à ce jour la plus complète. On a aussi trouvé des rhombes, des aérophones produisant un son rugissant par frottement de l'air, évoquant le vent, le tonnerre ou la voix des ancêtres. Présents dans de nombreuses cultures autochtones (Australie, Amérique du Nord, Afrique australe), deux exemplaires paléolithiques sont attestés: à la Roche de Lalinde (Dordogne) et à Fontalès (Tarn-et-Garonne), vers 13 000 ans.

AUX SONS DES CONQUES

Mais l'objet le plus emblématique reste sans doute un coquillage marin provenant de l'Atlantique découvert en 1931 dans la grotte ornée de Marsoulas (18 000 ans, Haute-Garonne), réinterprété en 2018 comme un instrument à vent. Cet objet exceptionnel, un *Charonia lampas* plus communément appelé «conque» ou «triton», témoigne d'une véritable facture instrumentale. L'apex - la partie sommitale la plus dure du coquillage - a été volontairement cassé pour former une embouchure dans laquelle on souffle. Les excroissances externes dépassant du pavillon de la coquille ont été éliminées, et l'intérieur décoré de points rouges. Les analyses acoustiques de l'objet révèlent la production de plusieurs notes de bonne qualité. L'intensité sonore atteint environ 100 dBA à un mètre de distance. Encore de nos jours, les conques sont utilisées comme instrument de musique, d'appel ou de signal, mais elle revêt également des fonctions sacrées, symboliques ou magiques selon les cultures. Ces instruments témoignent du savoir-faire et de la sensibilité sonore de ces groupes humains dès les premières manifestations graphiques. Peut-on alors associer l'image et le son? Les contextes d'utilisation de ces instruments restent inconnus: étaient-ils joués dans les grottes ornées, à l'extérieur, lors de rituels ou de cérémonies? Face aux panneaux ornés, une narratrice ou un narrateur transmettait sans doute des récits mythologiques. La scénophonie - cette mise en scène conjointe du son et de l'image - s'appuyait probablement sur les effets de réverbération. La voix et la musique étaient-elles spatialisées devant les dessins? Dans la cavité, concevoir la portée des voix et leur résonance maximale est essentiel. L'étude paléo-

acoustique de la grotte Chauvet apportera des éléments d'analyse complémentaires. Les premières captations de l'ambiance sonore actuelle ont été réalisées dans la grotte depuis trois ans. La méthode utilise un signal balayé («sweep») couvrant la plage audible par l'humain (20 à 20 000 Hz), diffusé pendant quarante secondes dans des zones ciblées de la grotte. Des microphones enregistrent la réponse sonore, ensuite analysée pour extraire les principaux paramètres acoustiques - réverbération, réponse en fréquence, clarté - et caractériser précisément l'acoustique du lieu. Toutefois, un important travail reste à mener pour restituer, à partir des modèles 3D, la sonorité de la cavité telle qu'elle était il y a 36 000 ans. Il s'agit notamment de supprimer numériquement les calcites qui se sont formées depuis sur les sols et les parois, de neutraliser la réverbération liée aux passerelles métalliques actuelles, et de mieux comprendre la propagation du son sur des surfaces complexes, telles que les parois rocheuses, ainsi que son absorption par l'argile du sol. Une première immersion sonore est néanmoins déjà accessible en ligne (ccrma.stanford.edu/chauvet/). Au fil du parcours souterrain, la lumière est fondamentale. Le crépitement des feux, le craquement des torches, le son et la lumière guidaient-ils la progression? Les pas, étouffés par les sols argileux, étaient-ils perceptibles ou absorbés par l'acoustique ambiante? Et comment résonnait le grognement des ours des cavernes, qui partageaient, en alternance, la grotte avec les humains? Faute de réponses définitives, la paléo-acoustique nous aide à mieux comprendre l'univers sensoriel de nos lointains ancêtres. Vivre dans un monde où la nuit était profonde, éclairée seulement par des foyers, des lampes à graisse, plaçait sans doute l'ouïe au cœur de la perception. L'oreille devenait alors un outil de vigilance, de communication et sans doute d'émotion. ▶

Par
CAROLE FRITZ



Préhistorienne (CNRS), spécialiste de l'art paléolithique

Les sourds n'ont pas attendu la langue des signes pour communiquer

La création de la LSF est attribuée à l'abbé de l'Epée, au XVIII^e siècle. Pourtant, le théâtre antique et les enluminures médiévales inspiraient déjà les gestes des personnes sourdes.

Trop souvent, et à tort, on présente la langue des signes française (LSF) comme une invention lumineuse de l'abbé de l'Epée (1712-1789), surgie d'un éclair de générosité en 1760. Ce récit commode masque une histoire bien plus ancienne. La LSF n'est pas née d'un geste charitable, mais d'une mémoire collective, urbaine, monastique et théâtrale sur deux millénaires. C'est dans les plis d'un temps bien plus long que s'est élaboré «*le fait de s'exprimer visuellement*», pour reprendre l'étymologie du terme «noétomalalie» forgé au XIX^e siècle par Henri Gaillard (1866-1939), un écrivain sourd de la Belle Epoque qui souhaitait introduire en français un terme spécifique à la LSF.

Fil. Avant même l'intervention des abbés éclairés comme l'abbé de l'Epée et son successeur à Paris, l'abbé Sicard (1742-1822), les sourds se transmettaient leur langue dans les centres urbains, et en particulier Paris qui offrait un creuset rare à partir du Moyen Age: une densité urbaine, une vie sociale foisonnante, des théâtres, des marchés, autant de lieux de circulation où la langue des signes se forme et se transmet au fil des générations silencieuses. En 1779, dans ses *Observations d'un sourd et muet*, Pierre Desloges (1747-1792?), premier auteur sourd connu, raconte comment il a appris les signes d'un valet italien dans une troupe de la commedia dell'arte. Il dit combien cet apprentissage auprès d'un pair lui a permis de structurer sa pensée et de trouver une place dans cette petite communauté, et dans la société humaine. Il insiste sur l'importance des rencontres et de la transmission entre sourds, bien loin de l'isolement souvent fantasmé à condition de vivre en ville. Il admet qu'il y a un isolement des sourds dans les campagnes, d'où l'attractivité de Paris «*qu'on peut appeler avec raison l'abrégié des merveilles de l'univers. Sur un pareil théâtre, nos idées se développent et s'étendent, par les occasions que nous avons de voir et d'observer sans cesse des objets nouveaux et intéressants*». A cette racine urbaine cruciale s'ajoute une source monastique. Dès le Ve siècle, avec la règle du silence de saint Benoît de Nursie, les moines développèrent des systèmes gestuels basés sur le latin pour se faire comprendre sans parler. Ces «signes monastiques», bien que différents d'une langue à part entière comme la LSF, ont influencé certains gestes. Le signe «travailler», mimant un effort de martèlement d'un pieu, s'est transmis dans la LSF via ces religieux dont Desloges pointe l'importance avant l'arrivée de l'abbé de l'Epée. Les sourds ont un autre terme pour travailler dans le sens de préparer quelque chose sur une table, terme réservé à quelque chose qui n'est

pas une corvée. La notion de travail dans la culture monastique est liée à la souffrance, et s'est transmise dans la LSF avec tous les signes utilisant le même mouvement, et la même configuration: le poing fermé. C'est le cas du terme «punition». Mais la racine monastique n'est pas la seule: on oublie souvent que, comme Jacques Le Goff (1924-2014) le disait, le Moyen Age est une période d'émerveillement par les yeux. La culture visuelle médiévale inspire la LSF: le signe «aimer» - mains partant du cœur vers l'autre - renvoie aux enluminures médiévales parisiennes, où l'on représentait l'amour comme un cœur ou un bouquet de fleurs offert. L'amour y est une notion d'offrande, et cela s'est maintenu dans le noétomalalien français, alors qu'il n'est pas très visible dans les autres pays européens, et encore moins aux Etats-Unis qui représente surtout l'étreinte.

Racines. La troisième racine plonge dans la pantomime romaine, chez Térence (env. 190-env. 159 av. J.-C.), qui usait de gestes codés pour évoquer des émotions. A l'exemple du signe «tristesse» qui consiste à effleurer les doigts en griffe sur la joue en descendant - un geste que l'on retrouve dans les représentations théâtrales antiques. Cela s'est maintenu dans la LSF dans la même configuration à plus de 2 000 ans d'écart de même que le signe «donner un ordre» - l'index tendu allant du haut vers le bas. Ce signe se retrouve aussi chez Desloges qui écrit: «*On doit penser qu'il faut un signe de plus pour faire connaître s'il s'agit d'un Maître. Alors nous levons l'index & le baissions d'un ton de commandement: c'est le signe commun à tous les Maîtres.*» Trois racines, trois mémoires. La LSF est une langue en soi, avec sa grammaire, sa syntaxe visuelle, son iconicité. Elle n'est pas une simple traduction du français, mais une manière différente de penser, de raconter, de vivre le monde. La réduire à une création savante, c'est oublier qu'elle s'est construite par et pour les sourds, dans les plis de l'histoire. Il reste beaucoup à faire dans l'étude de l'histoire de la LSF qui est non seulement l'histoire d'une communauté silencieuse, mais aussi celle de l'humanité. ◀

Par
YANN CANTIN



DR

Historien (université Paris-8), spécialiste de l'histoire de la communauté sourde en France



En 1968, à New York, Joan Baez chante contre la guerre du Vietnam. ALAMY STOCK PHOTO

Joan Baez, Taylor Swift... quelle est l'influence politique des superstars américaines ?

Les pop stars politisées n'ont pas toujours eu bonne presse aux Etats-Unis. Mais à l'heure des réseaux sociaux, le public attend d'elles qu'elles s'engagent. Si elles ne déterminent pas les élections, leurs voix pèsent dans le débat public.

« J'ai fait mes recherches, j'ai fait mon choix. A vous de faire vos recherches et à vous de faire votre choix [...]. Avec amour et espoir, Taylor Swift, Childless Cat Lady. » Avec ces mots publiés sur son compte Instagram le 10 septembre dernier, Taylor Swift, chanteuse alors en pleine tournée mondiale, affiche son soutien à Kamala Harris, candidate démocrate à l'élection présidentielle aux Etats-Unis. Elle y adjoint une critique de la rhétorique misogynie du colistier de Donald Trump et désormais vice-président, J.D. Vance, qui suggérait que le pays pâtissait d'être dirigé par des « femmes à chat sans enfant, malheureuses dans leur propre vie et leurs choix, qui veulent donc rendre le reste du pays malheureux, lui aussi ». Dès sa parution, les spéculations vont bon train : la prise de position d'une superstar peut-elle changer le cours de l'élection ? Dans les vingt-quatre heures qui suivent, 340000 visites sont enregistrées sur le site vote.org, témoignant de l'influence de sa parole pour ses millions de fans. En août dernier, une étude de Harvard suggérait

que les célébrités avaient un impact sur les élections. L'observation se greffe sur un précédent : lors des élections de 2008, le soutien d'Oprah Winfrey à Barack Obama lui aurait apporté près de 1 million de voix supplémentaires.

Pourtant, le 5 novembre 2024, la victoire du ticket Trump-Vance dément l'hypothèse : le soutien massif de personnalités reconnues et populaires à Kamala Harris n'a pas suffi. Mais l'influence politique des stars américaines se mesure-t-elle seulement à l'aune des échéances électorales ? « The answer / My friend, / Is blowing / In the wind », dirait Bob Dylan. L'histoire des superstars américaines avec la politique est sinuose, mais pas récente. Elle s'ancre d'abord dans les contre-cultures et dans la tradition du chant contestataire. Dans les années 1930, le jazz véhiculait la résistance noire à la ségrégation,

et dans les années 1960, c'est par les protest songs, partie prenante de la musique folk, que certains artistes accèdent à une notoriété planétaire, tels Bob Dylan ou Joan Baez, en plein mouvement pour les droits civiques. La période est aussi marquée par l'opposition à la guerre du Vietnam.

Qu'en est-il pour la culture de masse ?

Joan Baez, ou l'actrice Jane Fonda, opposées au conflit, participent à des manifestations et sont arrêtées. Joan Baez s'y rend en 1972 et est témoin des dramatiques bombardements états-unis de Hanoi et de Haïphong, qu'elle enregistre et diffuse sur la face B de son album *Where Are You Now, My Son?* Ce n'est là que l'un des engagements pour la paix et la justice sociale dans la longue carrière de la chanteuse, désormais engagée contre Trump.

Que des mouvements contre-culturels et des artistes expriment des idées contestataires et portent des idéaux de justice sociale est donc loin d'être une nouveauté. Mais qu'en est-il pour la culture de masse, dont les superstars ont bien souvent bâti leur popularité sur une image lisse, consensuelle, et souvent apolitique ? Au début des années 2000, l'engagement politique est ainsi vu comme la potentielle mise en danger d'une carrière, un regret qu'exprime d'ailleurs Taylor Swift dans le documentaire qui lui est consacré, *Miss Americana* (2020). Son ancrage initial dans la musique country lui a en effet valu d'apparaître comme une icône



Taylor Swift a soutenu Kamala Harris. JAAP ARRIENS/NURPHOTO

républicaine, image cultivée par son silence, avant qu'elle n'affiche des idées progressistes et proches du camp démocrate, en 2018, ce qui ne semble pas avoir érodé son public. Son engagement est alors mesuré à l'aune d'une controverse qui a agité la culture country quinze ans plus tôt, en mars 2003. Le groupe de country féminin texan The Chicks (anciennement Dixie Chicks) affiche sa dissidence à l'égard de l'invasion de l'Irak pilotée par George W. Bush.

Natalie Maines, leader du groupe, déclare sa « honte » d'être originaire du même Etat que le président. La polémique enfle et tourne à la bataille rangée entre défenseurs de la liberté d'expression et critiques de l'antipatriotisme. Si, à court comme à long terme, le courage du groupe a été salué, il a aussi freiné son essor : entre morceaux déprogrammés des radios country et partenariats commerciaux ou concerts annulés, les Chicks deviennent un exemple à ne pas suivre pour toute superstar qui souhaiterait affirmer ses convictions.

Mais depuis les années 2010, la culture dominante a changé : l'expression politique des superstars n'apparaît plus comme problématique, voire pourrait passer pour nécessaire et même, tout cynisme mis à part, « vendueuse », au point que la sincérité de certains engagements a pu être questionnée – en témoigne, en 2014, la façon dont la théoricienne du black feminism, bell hooks, qualifie Beyoncé de « terroriste » du féminisme – un jugement dur, qui signale la difficulté à concevoir l'authenticité de l'engagement d'une pop star. Pourtant, difficile de ne pas voir son influence dans l'épanouissement d'une forme de féminisme « pop » de masse, parfois décriée, mais par lequel certains sujets de société gagnent en vigueur.

A l'ère des réseaux sociaux, l'engagement des célébrités avec leur public change et son impact également. En 2017, le mouvement #MeToo, émanant du travail social, est relancé par l'actrice Alyssa Milano et devient un phénomène de société. La prise de parole collective s'ancre dans un dialogue avec des personnalités publiques. Depuis 2020, avec la pandémie ou la réactivation du mouvement Black Lives Matter, et plus récemment autour de la réélection de Donald Trump, c'est un véritable jeu réciproque d'influences qui semble se jouer entre ces superstars et leur public, dont les attentes de positionnement politique et d'enga-

gement sont de plus en plus explicitement formulées. La jeune génération, pas toujours en âge de voter, ne sépare que peu l'homme (ou la femme) de l'artiste et exige de connaître les engagements de ses idoles, dans ce qui est perçu comme une véritable responsabilité. Les sujets peuvent varier, que ce soit les élections, les inégalités raciales, les droits des personnes LGBTQIA+, ou plus récemment le conflit israélo-palestinien.

Avec les réseaux, un jeu réciproque d'influences

Avec l'investiture de Donald Trump et la mise en œuvre de son programme hostile à l'immigration, aux minorités et aux savoirs, et face à la relative inaction de l'opposition démocrate, le monde du spectacle semble d'autant plus scruté dans ses positionnements. Beyoncé vient de commencer sa dernière tournée autour d'un album country, *Cowboy Carter*, par lequel elle se réapproprie un genre érigé de longue date en pré carré du conservatisme (parfois suprémaciste) états-unien. Elle arbore santiags, Stetson et drapeau américain, dans un pied de nez subliminal à ses détracteurs Maga, affirmant une légitimité africaine-américaine à faire usage de ces codes patriotes.

De quelle influence parle-t-on ? A défaut d'infléchir les urnes, les superstars et leur audience contribuent à façonner l'espace public et à donner de la visibilité à certains sujets de société, à déplacer les termes de l'engagement citoyen et, tout simplement, à produire du débat. ♦

Virginie Adane interviendra dimanche à 10 heures au théâtre Garonne, à Toulouse, dans le cadre du festival « l'Histoire à venir », sur le thème « Pop et Politique. L'engagement des superstars américaines », en dialogue avec Anaïs Fléchet.

Par
VIRGINIE ADANE



Historienne (Nantes Université), spécialiste de l'histoire coloniale de l'Amérique du Nord

IDÉES /

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2022 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/92/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 19 novembre 2021. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 387€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 193€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 138 € HT - Société en nom collectif (SNC) 214 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 144€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dit « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 121€ HT. Nomination des liquidateurs des sociétés civiles ou commerciales 214 € HT - CLÔTURE de sociétés civiles ou commerciales : 108 € HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/92/93 (0,237 € HT).

75 PARIS

Insertions diverses

AVIS AUX ASSOCIES

SCAM

Société civile à capital variable
Siège social : 5, avenue Vélasquez, 75008 Paris
RCS Paris D 323 077 479 000 26

AVIS DE RÉUNION VALANT AVIS DE CONVOCATION

Les associés de la Scam sont informés, dans les délais requis par l'article 27 des statuts, que la Scam (Société civile des auteurs multimédia) tiendra une

Assemblée générale ordinaire le mercredi 18 juin 2025 à 9 h 30 à la Scam au 5, avenue Vélasquez - 75008 PARIS.

Vous disposez de deux moyens pour exprimer votre vote :

- le vote électronique à distance du 12 mai 2025 à 10 h (heure de Paris) au 16 juin 2025 à midi (12h, heure de Paris).

- le vote électronique en séance (en personne (merci de vous munir d'une pièce d'identité) ou par procuration). En séance, le vote sera ouvert à partir de l'heure d'ouverture de l'assemblée générale jusqu'à sa clôture.

Les documents relatifs à cette assemblée sont disponibles sur l'espace membres de la Scam à l'adresse : <https://auteur.scam.fr>

Vous pouvez adresser vos questions écrites en amont de l'assemblée générale à l'adresse suivante : assemblee@scam.fr, au plus tard le 11 juin prochain.

Assemblée générale ordinaire à 9 h 30^e. L'ordre du jour est le suivant :

ALLOCATION DU PRÉSIDENT

1. Election des membres du conseil d'administration (voir le document 1)

Les assemblées générales devra élire, parmi les sociétaires candidats ou candidates et pour une durée de quatre ans, au scrutin secret et à la majorité relative des suffrages exprimés :

- 5 autrices/auteurs d'œuvres audiovisuelles, dont :

- 1 autrice/auteur d'œuvres relevant des écritures et formes émergentes;

- et 1 autrice/auteur d'œuvres audiovisuelles dont au moins deux œuvres ont fait l'objet d'une exploitation cinématographique ;

- 1 autrice/auteur d'œuvres sonores ou radiophoniques ;

- 1 autrice/auteur d'œuvres de l'écrit ;

- 2 autrices/auteurs journalistes professionnels, dont :

- 1 autrice/auteur journaliste professionnel employé dans la rédaction d'une entreprise de presse, d'une agence de

presse ou d'une entreprise de communication audiovisuelle ayant conclu avec la société un accord spécifique organisant la gestion collective de certains droits (France Télévisions, INA, LCP-AN et Public Sénat, AFP, Radio France) ;

- et 1 autrice/autrice journaliste professionnel de presse écrite, hors accords spécifiques tels que mentionnés ci-dessus.

2. Election des membres du comité de surveillance (voir le document 1)

Les assemblées générales devra élire, parmi les sociétaires candidats ou candidates et pour une durée de deux ans, un scrutin secret et à la majorité relative des suffrages exprimés :

- 2 autrices/auteurs d'œuvres audiovisuelles ;

- 1 autrice/auteur d'œuvres sonores ;

- 1 autrice/auteur d'œuvres de l'écrit ou d'images fixes (illustration, photographie) ;

- 1 autrice/auteur journaliste professionnel.

3. Rapport d'activité et de transparence 2024 de la société (voir le document 2)

Résolution soumise au vote : Ayant pris connaissance du rapport d'activité et de transparence 2024 de la société, adopté par le conseil d'administration du 15 avril 2025, l'assemblée générale ordinaire approuve ledit rapport.

4. Rapports des commissions (voir le document 2)

- rapport de la commission du répertoire audiovisuel

- rapport de la commission du répertoire sonore

- rapport de la commission du répertoire de l'écrit

- rapport de la commission des images fixes

- rapport de la commission des journalistes

- rapport de la commission des écritures et formes émergentes.

5. Rapport du comité de surveillance (voir le document 2)

6. Comptes annuels 2024 (voir le document 2)

6.1 Présentation des comptes et rapports du commissaire aux comptes

- présentation des comptes

- rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

- rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

- attestation du commissaire aux comptes relative aux informations sur l'action culturelle insérées dans le rapport d'activité et de transparence en application de l'article R-321-14 du code de la propriété intellectuelle

6.2 Approbation des comptes annuels 2024

Résolution soumise au vote : Ayant pris connaissance des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024, arrêtés par le conseil d'administration du 15 avril 2025, du rapport d'activité et de transparence 2024 de la société, adopté par le conseil

d'administration du 15 avril 2025, des rapports du commissaire aux comptes, des rapports des commissions et du rapport du comité de surveillance, l'assemblée générale ordinaire approuve les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

7. Proposition d'affectation de l'excédent de gestion 2024 (voir le document 2)

Résolution soumise au vote : Considérant que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 font apparaître un excédent de gestion de 50 151,08 € et sur proposition du conseil d'administration du 15 avril 2025, l'assemblée générale approuve l'affectation de cet excédent à l'action culturelle.

8. Utilisation de sommes irrépartissables durant l'exercice 2024 (voir le document 2)

Résolution soumise au vote : Ayant pris connaissance des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024, l'assemblée générale ordinaire approuve l'utilisation des sommes irrépartissables durant la période du 1er janvier au 31 décembre 2024.

9. Budget prévisionnel des indemnités, défraiements et rétributions des membres des organes sociaux (voir le document 2)

Résolution soumise au vote : L'assemblée générale ordinaire approuve le budget prévisionnel des indemnités, défraiements et rétributions des membres des organes sociaux d'un montant de 388 800 € voté par le conseil d'administration du 17 décembre 2024.

10. Budget culturel 2025³ (voir le document 2)

Résolution soumise au vote : Ayant pris connaissance du rapport d'activité et de transparence 2024 de la société, adopté par le conseil d'administration du 15 avril 2025, des rapports du commissaire aux comptes et des rapports des commissions et conformément à l'article L. 324-17 du code de la propriété intellectuelle, l'assemblée générale ordinaire approuve le montant et l'utilisation des sommes prévues au budget culturel pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.

11. Information sur le rapport de la commission de contrôle des organismes de gestion des droits d'auteur et des droits voisins (si nous est parvenu à temps, ce rapport sera disponible et mis en ligne sur le site www.scam.fr)

12. Questions diverses.

13. Proclamation des résultats de l'assemblée générale ordinaire.

Veuillez croire, Madame, Monsieur, chère Conseillère, cher Confrère, à l'assurance de nos sentiments cordialement dévoués.

Rémi Lainé, président

Hervé Rony, directeur général

1 Sous contrôle de Me Charles Poncet, commissaire de justice

2 Ce rapport est tenu à la disposition des membres de la société sur l'espace connecté de la Scam à l'adresse <https://auteur.scam.fr>

3 Voté à la majorité des deux tiers

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr / 01 87 39 82 95 / 01 87 39 80 20

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock - Musique Classique - Métal - Punk - Soul - Funk - House - World - (Afrique, Antilles, Maghreb) - Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi - Amplis - Cellules - DJ - Jeux Vidéos - Consoles
Déplacement en France
avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant
porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobiliers, laques, paravents....
Décorations asiatiques : corail, jade....

MAISON ALEXANDRA
06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

Bureau d'achat : 1 rue de Sébastien - Paris 6e

Vous voulez passer une annonce dans

Libération

Vous avez accès à internet ?

Découvrez notre site de prise d'annonce en ligne

<http://petites-annonces.libération.fr>

(cours, association, enquête, casting, déménagement, etc.)
Contactez-nous
Professionnels, 01 87 39 80 59
Particuliers, 01 87 39 84 80
ou repertoire-libe@teamedia.fr

Retrouvez tous les jours les bonnes adresses de

Libération



www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL

Libération

SARL au capital
de 23 243 662 €

113, avenue de Choisy,

75013 Paris

RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire

Presse Indépendante SAS

Cogérants

Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication

Dov Alfon

Directeur de la rédaction

Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction

Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction

Stéphanie Aubert,

Hamdam Mostafavi,

Lauren Provost,

Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique

Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef

Michel Beuckemois

(spécialistes), Laure Bretton,

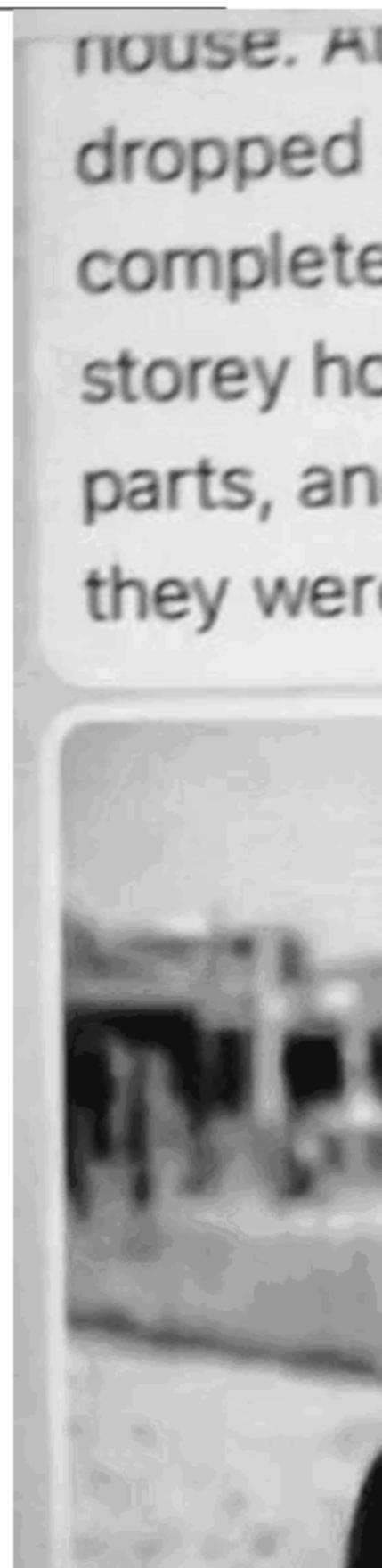
Gilles Dhers (pilotes web),

Christian Losson

(enquête),

Eve Roger (actu)

<h4



Depuis le 7 Octobre, Fatma Hassouna regardait, cadrait, documentait, photographiait pour garder la trace des lieux, des êtres et des événements. PHOTOS NEW STORY

«Put Your Soul on Your Hand and Walk» remue ciel et terreur

Urgence L'Iranienne Sepideh Farsi documente l'horreur de la guerre à Gaza à travers le regard de la photographe Fatma Hassouna, tuée par l'armée israélienne avant la diffusion du film.

ACID
PUT YOUR SOUL ON YOUR HAND AND WALK de Sepideh Farsi avec Fatma Hassouna (1 h 50).

C'est un film qui, à peine terminé, avant même d'avoir été vu, fièrement porté devant les yeux du monde, ne sera plus jamais le même : plus jamais ce qu'il voulait être, le portrait d'une personne vivante, d'une femme vivante en lutte pour la vie de son peuple. Il se trouve irrémédiablement modifié par la mort de sa protagoniste, la photographe palestinienne Fatma Hassouna, tuée à 25 ans avec une grande partie de sa famille dans la ville de Gaza par un

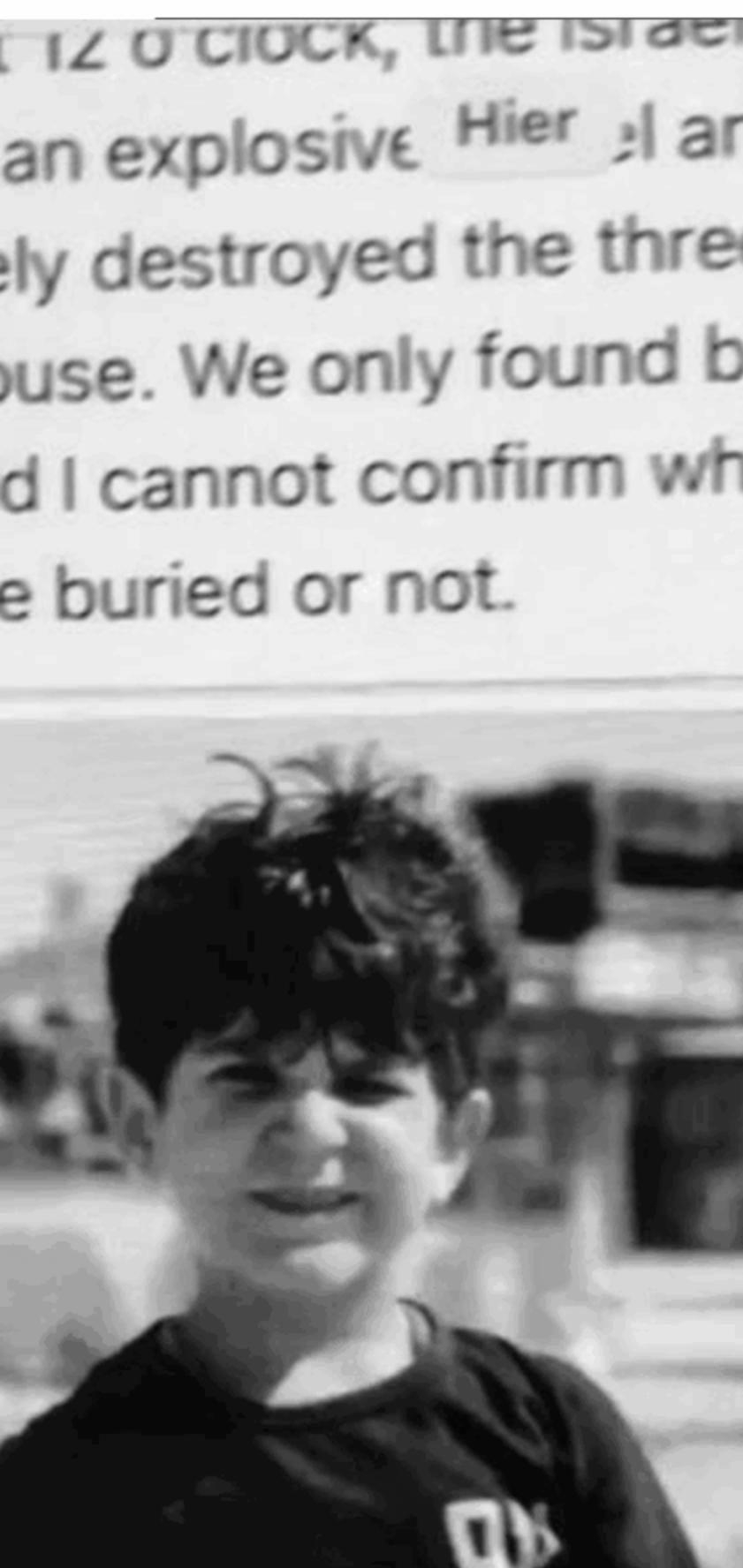
bombardement de l'armée israélienne. C'était le 16 avril, le lendemain de l'annonce de la sélection de *Put Your Soul on Your Hand and Walk* de Sepideh Farsi à Cannes, dans la section parallèle de l'Acid, où il est donc projeté ce jeudi, précédé d'une grande émotion, ainsi que de nombreux hommages, communiqués, tribunes et prises de position. Dans le film lui-même, ce sont deux cartons placés sobrement au début et à la fin, rajoutés par la réalisatrice, qui évoquent la disparition de «Fatem», telle qu'elle se faisait appeler. Ils contiennent, et gardent contenues, toute la douleur et la colère de cette perte. Le reste nous parvient quasiment inchangé : un documentaire qui, à l'urgence de la situation de

son héroïne et des habitants de Gaza, apporte son propre rythme, sa propre forme, qui sont ceux – progressifs, aléatoires, heureux – de la rencontre. C'est un film de conversations. Prises de contact, pleines d'obstacles, gagnées sur tout ce qui veut les interrompre, les empêcher d'avoir lieu. A distance, par appels vidéos, messages écrits, vocaux, Sepideh Farsi et Fatma Hassouna se rencontrent, apprennent à se connaître, au fil des mois et des coups de fil.

RÉSISTANCE PROFONDE

L'une est cinéaste, iranienne exilée à Paris depuis quarante ans, elle a une soixantaine d'années, est l'autrice d'une dizaine de films de fiction et documentaires tournés entre son pays natal et son pays de résidence. L'autre a 24 ans, est déjà photographe, espère continuer à le devenir, elle vit à Gaza, la ville, dans le quartier d'Al-Tuffah. Depuis le lendemain du 7 octobre 2023 et le début des bombardements israéliens, qui annihilent Gaza, tuant ses amis, sa famille, ses voisins, ses compatriotes, elle continue de sortir pour faire ce qu'elle sait faire, regarder, cadrer, documen-

ter, photographier pour garder la trace des lieux, des êtres et des événements. Elles ont les images en commun. Par écrans interposés, elles se regardent, se parlent, en anglais international, langue possible, approximative. C'est du Caire, d'où elle cherche à entrer à Rafah, que Sepideh Farsi entre en contact avec Fatma, et elle continue de l'appeler une fois rentrée à Paris, ou bien en voyage, en Italie, en Grèce, au Canada. Celle qui filme peut aller dans le monde entier, mais ne peut pas rentrer dans son pays. Celle qui est filmée, à l'inverse exactement, ne peut pas sortir du territoire où elle est née, que le monde entier appelle une prison à ciel ouvert. Elle rêve de voyages, mais affirme que pour rien au monde, malgré le danger permanent, elle ne s'exilera de Palestine, terre de son peuple ciblé par le génocide. Si elle espère, ce n'est pas en la politique – ni dans les chefs du Hamas ni dans le bon vouloir du gouvernement israélien s'octroyant le droit de vie et de mort sur son peuple – mais en la résistance profonde, historique, des Palestiniens. Il y a donc ici a priori, comme dans un portrait traditionnel, une filante et une filmée.



Mais qu'est-ce qui est filmé ? Surtout l'écran du téléphone de la réalisatrice où Fatma apparaît, via WhatsApp, pour raconter la vie quotidienne, l'horreur, parfois les joies, beaucoup la fatigue – la faim qui augmente et qui la transforme, la rend distraite, déconcentrée. On a accès à elle par appareils interposés – le téléphone, la petite caméra portée à la main qui le refilmé – soumis aux interruptions permanentes, aux intermittences d'Internet dans la bande de Gaza assiégée, qu'Israël cherche à couper du monde. Reconnexion... le mot s'affiche à intervalles réguliers : l'impossibilité, ou la difficulté, mais l'urgence de communiquer, de se dire et de dire les choses – urgence qui est celle du personnage, de ses photos, ses poèmes, ses sourires, comme celle du film qui l'appelle pour lui laisser la parole –, donnent à *Put Your Soul on Your Hand and Walk* sa forme, son mouvement, sa force.

SILENCE DE MORT

Film godardien en ce sens, et ce n'est pas pour rien que le carton de projection du posthume *Drôles de guerres* apparaît à un moment en fond d'écran. Les plans où la cinéaste fait des pauses dans la conversation pour aller ouvrir la porte à son chat ne sont pas de trop, pas gratuits, ils circonscrivent et encouragent ce qu'on peut faire, à quelque endroit que l'on se trouve. Le cinéma ne peut rien faire d'autre que de tenter, malgré les interférences, contre le silence de mort exigé par les bourreaux, d'entrer en communication avec les vivantes et les vivants, de se reconnecter à eux. Si la mort de Fatma Hassouna fait d'elle un symbole – un nom et un visage individués, identifiables, une figure aux yeux pleins de vie – pour les dizaines de milliers d'anonymes connaissant le même sort, les images qu'elle laisse lui survivent en attendant la liberté.

LUC CHESEL

«Deux Procureurs», une purge merveille

Kafkaïen A travers la plongée grinçante d'un juriste dans les arcanes du pouvoir, l'Ukrainien Sergueï Loznitsa dépeint l'URSS de Staline en théâtre de l'absurde.

EN COMPÉTITION DEUX PROCUREURS

de Sergueï Loznitsa
avec Alexander Kuznetsov,
Aleksandr Filippov... 1 h 58.

Drôle d'animal que Kornev, le protagoniste de *Deux Procureurs*. À la fois une grenouille qui, assoupie dans une casserole d'eau posée sur le feu, ne se rend pas compte qu'elle finira bientôt bouillie, et un âne, terriblement obstiné, fonçant tout droit dans les portes sans jamais jeter un regard autour de lui. Interprété par un clown blanc au visage étrange (celui d'Alexander Kuznetsov, découvert dans le *Leto* de Kirill Serebrennikov) et perpétuellement épuisé, il traverse l'Union soviétique des années de la grande purge

stalinienne comme un Monsieur Hulot ou un Prince Mychkin, son regard insoudable métamorphosant l'enfer totalitaire en singulier théâtre de l'absurde.

Paranoïa. Son histoire adaptée d'un roman de Gueorgui Demidov (surtout connu chez nous comme personnage des mémoires de goulag de Varlam Chalamov), débute pourtant par une visite des neuf cercles de l'enfer soviétique, soit une prison de Briansk où le juriste fraîchement diplômé est venu s'enquérir du contenu d'une missive envoyée à Moscou par un détenu se disant victime d'emprisonnement abusif et de tortures. En dépit des efforts du chef de la prison pour l'en dissuader, Kornev finit par obtenir un entretien avec Stepnjak, vétéran bolchevik qui se dit victime des dérives d'un NKVD local au comble de la corruption. Au supplice, le corps brisé jusque dans ses entrailles, il le somme d'alerter Staline et Vychinski, le procureur général des procès de Moscou, et de tenter de sauver la Révolution. Vaillamment, Kornev déboule dans la capitale et s'efforce d'obtenir une audience auprès

de Vychinski, après avoir judicieusement ignoré les conseils d'un éclopé croisé dans le train qui lui a rapporté son entrevue décevante avec Lénine (Kornev s'est endormi).

Pourtant si son destin semble scellé dès sa première apparition à l'écran, *Deux Procureurs* n'est pas un film où règne à proprement parler la terreur. Fidèle au principe d'ostranéité, ou défamiliarisation, qu'il revendiquait à l'époque de *My Joy*, son premier long métrage présenté en compétition à Cannes en 2010, Sergueï Loznitsa s'en remet, pour sa description de l'onde de choc des purges stalinien, à un quatuor à cordes légèrement dissonant plutôt qu'au tumulte d'une symphonie vrombissante. La paranoïa des notables de la Nomenklatura dans les couloirs et les salles d'attente du ministère de la Justice est palpable mais signifiée dans un singulier tohu-bohu à la Tati ou par d'inexplicables saillies de burlesque à froid qui ramènent immanquablement aux scènes les plus bizarres du *Procès* de Kafka – tel cet ancien camarade de classe qui, au détour d'un couloir, hèle le héros qui ne le reconnaît pas. Kafkaïen, *Deux Procureurs* l'est

d'ailleurs profondément et loin des truismes, son monde plus proche de limbes mentaux d'un poète assailli par l'angoisse de l'effondrement que d'une URSS scrupuleusement reconstituée, et son K (ornev) de héros bien plus magnétique et imprévisible qu'un bébé bolchevik aveuglé par son idéalisme.

Cécité. Perpétuellement sur le fil entre l'effroi et l'inconscience, sa peur et son aveuglement sont les nôtres – car tout duplique qu'il est, le premier film de fiction de Loznitsa depuis *Donbass* (2018), suite indirecte à son documentaire *le Procès*, basé sur les archives d'un procès-spectacle stalinien de 1930, fait aussi une allégorie politique brûlante. A quoi tient la cécité de Kornev ? Au fait qu'il perçoive dans les dérives de la police politique de son oblast une anomalie plutôt qu'un indice sur le dévoiement de son pays. Libre à chacun d'y reconnaître, ou non, sa propre disposition à identifier les catastrophes qui surviennent comme des disruptions du statu quo ou comme des indices d'une catastrophe en train de tout emporter.

OLIVIER LAMM



Alexander Kuznetsov en procureur obstiné et perpétuellement épuisé. PHOTO PYRAMIDE DISTRIBUTION

A pile et face

Anamaria Vartolomei Mère en détresse dans «l'Intérêt d'Adam», l'actrice franco-roumaine, désarmante et enjouée, continue de jongler avec les genres.



A Cannes,
mercredi.

Les gens avancent lentement, en se protégeant du soleil, on dirait qu'ils viennent d'être libérés des cachots. A volume inhumain, un remix disco patapouf du thème de *Mission: Impossible* fait trembler le Palais des festivals. Dans un mouvement parfait de tempo, une dame qui revient du marché se met à danser mollement. Au bout d'une allée, une attachée de presse en combinaison noire bouffante, impératrice de la planète Maléfices, lâche à son téléphone un sibyllin «*je suis là mais je ne suis pas là*». Cannes, 78e ça y est, les gens rentrent, défilent, rampent et déboulent – sous le regard circconspect des retraités locaux qui,

comme une provocation lancée à la face des festivaliers en nage, se tiennent glacés, immobiles dans d'épaisses doudounes oranges.

Candeur. A cette débauche d'énergies contraires, on ne pouvait répondre que par l'excès : lancer une pièce, et pile, ce serait la mégastar omniprésente, face, la jeune débutante habitée. La pièce est tombée sur la tranche alors ça a été Anamaria Vartolomei, à la croisée des deux. Incontournable et accessible, ingénue et impénétrable, capable, enjouée et très à l'aise, d'immediatement vous tutoyer comme de passer d'interlocuteur en photographe avec l'assurance froide

d'une grande professionnelle, mi-Romy Schneider mi-Sharon Stone. Enchaînant sans complications biopics heurtés (*Maria*) et science-fiction burlesque (*l'Empire*), grand spectacle (*le Comte de Monte-Cristo*, *Mickey 17*) et chroniques après, comme *l'Intérêt d'Adam* (*lire ci-contre*) de Laura Wandel qui faisait mercredi l'ouverture de la Semaine de la critique. Un parcours qui fuit toute catégorisation, cherche volontairement la cassure : «*Je veux naviguer parmi les univers, accéder à des mondes différents.*» Ce qu'elle voudrait essayer? La comédie, le film musical, mais plus que les registres, ce sont les territoires et les langues qu'elle

aimerait explorer. «*Dans Traffic de Teodora Ana Mihai [pas sorti en France, ndlr], j'ai pour la première fois joué entièrement en roumain sur un long métrage. En roumain ou en anglais, je ne joue pas de la même manière, je me découvre d'autres inflexions, le champ des possibles s'étend*»

Cheveux coupés court, manières précises et sourire d'une candeur désarmante, on sent qu'elle maîtrise son affaire mais qu'il faut une clé pour démarrer la machine. Jouer, s'amuser – ça a été là dès le début, son histoire avec le métier a commencé à l'école primaire, dans le cadre d'activités extrascolaires. «*J'y ai pris goût, j'ai demandé à mes parents de m'inscrire à un cours, puis mon père qui travaillait dans le bâtiment avait parmi ses clients une comédienne qui m'a conseillé des castings.*» C'est comme ça qu'elle débarque à 12 ans dans *My Little Princess* d'Eva Ionesco, film précurseur sur l'inceste et les violences sexuelles sorti en 2011, alors qu'on ne parle pas encore des crimes de Gabriel Matzneff, ni même de David Hamilton.

De là, le parcours sera long, mais l'explosion subite – avec *l'Événement*, adaptation d'Annie Ernaux qui lui vaudra le césar de la révélation féminine en 2022. On en a vu plus d'un passer du second rôle à la consécration et aux contrats avec les couturiers en un an à peine et se prendre un mur. Anamaria Vartolomei le contourne, habilement. Assez rare à l'écran, elle préfère choisir soigneusement ses rôles, quitte à attendre longtemps, comme elle l'a fait entre *l'Événement* et *l'Empire*: «*On ne me proposait que des histoires d'avortement, je ne voyais pas l'intérêt de refaire ce que je venais de faire. J'ai préféré attendre l'imprévu.*»

«Imaginaires». Une approche qui dit aussi son envie de ne pas brûler trop fort, trop vite. «*Le cinéma est mon métier mais je ne veux pas en faire un quotidien, je veux garder une certaine distance, continuer à porter un regard innocent sur la fabrication des films.*» Peu de risque qu'elle passe à la réalisation comme Kristen Stewart ou Scarlett Johansson – présentes à Cannes avec un premier film en tant que cinéaste. «*Je suis bien avec les mots et les histoires des autres, je veux épouser les imaginaires, jouer avec, mais pas mener la danse.*»

Lorsqu'on parle modèles, elle pense à Léa Drucker qu'elle accompagne dans *l'Intérêt d'Adam*, une actrice «qui s'occupe de sa fille, avec un regard un peu détaché sur sa carrière». Ou à des figures plus insaisissables comme Robert Pattinson, son partenaire dans *Mickey 17*, film du changement d'échelle, taille blockbuster international: «*Je l'ai vu dans des dizaines de films mais je ne sais toujours pas qui c'est. C'est fascinant, je trouve, ces gens capables d'être à la fois en pleine lumière et totalement dans l'ombre.*» Oui, comme les pièces qui tombent sur la tranche.

LELO JIMMY BATISTA
Photo MARIE ROUGE



PROJOS PRIVÉE

LUCKY LOVE

Acteur, chanteur, danseur, mannequin et artiste de cabaret, notamment sous le nom de la Vénus de mille hommes (il est né avec un seul bras), Lucky Love a fait sensation en chantant à la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques. A Cannes, il est cette année l'invité-ambassadeur de la plage Magnum.

La première image ?

La première image marquante de mon enfance est tirée de *Roméo + Juliette*, le film de Baz Luhrmann avec Leonardo DiCaprio et Claire Danes, lors de la mort de Mercutio, et qu'il dit: «*La peste soit de vos deux maisons !*»

Un film où il ferait bon vivre, ou un film qui fait aimer les gens ?

Si je devais vivre dans un film, ça serait *l'Auberge espagnole* de Cédric Klapisch. Et un film qui fait aimer les gens, *Laurence Anyways* de Xavier Dolan.

Votre palme d'or favorite (ou un film qui ne l'a pas eue et c'est un scandale !)

Anatomie d'une chute de Justine Triet – c'était tout simplement magnifique.

Votre vie devient un biopic.

Qui dans votre rôle ? Et qui derrière la caméra ?

C'est dur de choisir ! Mais je pense que j'aurais aimé avoir Gaspard Ulliel dans mon rôle et Xavier Dolan derrière la caméra.

Le monstre ou le psychopathe de cinéma dont vous vous sentez le plus proche ?

Je me sens proche de Patrick Bateman d'*American Psycho* !

La scène qui vous fait pleurer à tous les coups ?

La scène d'amour dans *Titanic*: dès qu'ils sont dans la voiture, je sais déjà qu'ils sont voués à une fin tragique et du coup je pleure sans m'arrêter jusqu'à la fin.

Le film le plus drôle de tous les temps ?

Dikkenek d'Olivier Van Hoofstadt pour toujours ! Dikkenek, Dikkenek, Dikkenek !!

Quelle réplique peut résumer votre humeur du moment ?

«*Alors, madame est servie, oui ou merde ?*» dans *Absolument Fabuleux* de Gabriel Aghion.

La dernière image ?

Yannick de Quentin Dupieux, j'ai trouvé ce film assez incroyable, très bien fait et surtout, il faut bien le dire, très malaisant.

Recueilli par DIDIER PÉRON

«Sound of Falling», le rude des foins

Fantôme Du début du XXe siècle à nos jours, l'Allemande Mascha Schilinski imagine les existences lamentables de quatre filles vivant dans une ferme.

EN COMPÉTITION
SOUND OF FALLING de Mascha Schilinski avec Hanna Heckt, Lena Urzendowsky... 2h 29.

Le privilège de Cannes est de permettre de découvrir des films avec le minimum d'information, le jeu pouvant même consister à surtout ne rien lire au préalable afin de voir le film dans son pur surgissement. C'est l'option favorable qui peut se trouver démentie rapidement par le sentiment de se prendre dès le saut du lit un geyser de vinaigre de vin blanc dans les yeux pendant qu'une porte vous claque bruyamment sur les doigts. *Sound of Falling* était un peu un invité mystère. Réalisé par l'Allemande Mascha Schilinski – qui n'avait pas signé de long-métrage depuis *Die Tochter* en 2017 –, il était



Angelika (Lena Urzendowsky), l'une des paysannes tristes de Schilinski. F. GAMPER. STUDIO ZENTRAL

précédé de la réputation d'ambitieuse fresque paysanne. En effet, pendant deux heures trente, s'y juxtapose dans un savant montage a-chronologique des fragments de l'existence de quatre filles, soit dès l'enfance soit à l'adolescence, dont les existences sont toutes étroitement liées à leur ancrage au cœur

d'une même ferme, presque immuable d'une génération à l'autre.

Gros traits. La cinéaste s'est intéressée dans ses recherches préparatoires à l'écriture du scénario aux motifs des existences invisibilisées ou silencieuses, ces femmes de la ruralité, soit épouse de fermiers soit

servantes, qui ont laissé peu de témoignages sur ce qu'elles ont ressenti et traversés. «*J'ai en fait vécu absolument en vain*» est une phrase que Schilinski dit avoir retrouvé, bilan tiré par une employée de ferme de son existence fantôme. Tout cela sur le papier est passionnant mais le film semble s'employer

à rendre ce matériau captivant le plus rébarbatif possible. Alma, Erika, Angelika et Lenka, du début du XXe siècle à aujourd'hui, vont devoir endurer la radicale négativité de celle qui leur a prêté une existence de fiction, une vie en vain donc mais dont il faut étirer et souligner à plusieurs gros traits les angoisses, les traumas, les souffrances, la crainte de mourir et le désir d'en finir au plus vite.

Folie. Cherchant à embrasser une vaste période, le film s'ingénier non à suivre des lignes de mutations avec ce qu'elles pourraient avoir de surprenant, navrant, peut-être excitant ou décevant mais à conjointement la diversité des époques sous la même lumière noire d'une destinée fatidique où rien ne manque (morbilité familiale, viols, accidents provoqués, humiliations, noyades, cauchemars...). Mascha Schilinski est virtuose, le film aurait été tourné en un mois, ce qui est juste une folie vu le nombre de scènes, l'ampleur de la mise en scène ou du moins le soin apporté à une photographie ultra-chiadée qui finit par exaspérer d'être si savamment dosée ou dopée pour dire que tout est nul. Reste que le jury peut être bluffé et qu'un prix de la mise en scène n'est pas à exclure.

D.P.

«L'Intérêt d'Adam», compassion dévorante

Maternité Servi par deux actrices formidables, le film éprouvant de la Belge Laura Wandel interroge l'empathie d'une infirmière pour une mère qui sous-alimente son enfant.

SEMAINE DE LA CRITIQUE
L'INTÉRÊT D'ADAM
de Laura Wandel avec
Léa Drucker, Anamaria Vartolomei... 1h18.

Laura Wandel ouvre la Semaine de la critique avec un second long métrage qui impressionne pour son dispositif immersif, comme déjà son premier, *Un monde*. Après l'évocation hypersensible du harcèlement scolaire, qui captait la vie d'une école primaire façon caméra embarquée, la Bruxelloise arrache une poignée d'heures à la journée sous pression d'une infirmière en pédiatrie. Lucy, c'est l'ange gardien de l'hôpital public. D'un pro-

fessionnalisme intransigeant sur fond de saturation du système, elle assure, rassure, cumule le sang-froid et le cœur en bandoulière, sainte ordinaire au chevet des enfants maltraités.

Enigme. Toute la palette de Léa Drucker, qu'on n'a jamais vue autrement que sensationnelle, donne forme à ce personnage de super soignante. Accrochée à sa nuque, la caméra ne la quittera pas d'une semelle dans son dédale de couloirs et chambres surbookées, succession de portes à badger. De l'autre côté de ce couloir, un autre couloir. De l'autre côté de cette porte, une mère isolée en détresse, la toujours

excellente Anamaria Vartolomei (*lire ci-contre*), vision botticellienne, à qui l'on vient d'accorder un droit de visite exceptionnel de son fils de 4 ans.

En état de malnutrition, avec des carences graves, le gamin pourrait consentir à s'alimenter si sa mère l'y encourageait. Or elle semble aggraver son état au contraire, entretenant chez lui la peur d'un monde hostile en dehors des soins qu'elle lui prodigue. Cette maternité psychotique, et l'excès d'empathie qu'elle suscitera chez Lucy jusqu'à lui faire perdre tout sens des responsabilités, est l'éénigme non résolue du film, la zone d'ombre qui fait redouter le pire. Les mau-

vaises décisions de l'infirmière s'enchaînent, et installent un régime d'exception envers cette patiente qu'on voudrait croire victime de la procédure plutôt que bourreau. Pas de gentils ni de méchants ici, c'est l'intelligence du film. Laura Wandel ne partage pas une nationalité avec les frères Dardenne pour rien, mais son naturalisme, jusqu'aux visions de bébés intubés, est plus cru.

Jokers. Jouant de la montée d'adrénaline en faux temps réel, *l'Intérêt d'Adam* se resserre autour d'une épreuve morale qui laisse la boule au ventre. D'où vient tant de commisération pour une femme qui met en danger

son enfant, et bénéficie de tous les jokers d'immunité avant le coup de fil fatidique aux services sociaux? En dehors de la piste un peu simpliste d'un parcours de vie similaire entre la patiente et la soignante, on ne le saura pas vraiment. Et on finit par soupçonner, dans les attentions caressantes que la fiction réserve à cette mère jeune et jolie, façon madone de la Renaissance, un déplaisant privilège de faciès, quand elle ne fait que passer en coup de vent dans la vie tout aussi désespérée de patientes aperçues entre deux portes. Ici, cette mère africaine mal logée à la tête d'une famille nombreuse, que Lucy signa-

lera avec bien moins de scrupules aux autorités compétentes, dans l'intérêt du petit garçon qui souffre de cette promiscuité. Là, cette jeune Maghrébine redoutant d'être répudiée après son avortement, et dont on ne s'enquerra plus du sort une fois qu'une collègue conciliante de Lucy s'est saisie du dossier. Peut-être est-ce le vrai sujet du film, à l'heure où la crise de l'hôpital public met en péril l'accompagnement individualisé des patients. Où commence et s'arrête la communauté d'empathie créée par la fiction est la question qui taraude quand même lorsque le générique défile.

SANDRA ONANA



Léa Drucker, au secours de la jeune mère Anamaria Vartolomei. PHOTO MEMENTO



Gerrit Knobbe, véritable coupeur de roseaux néerlandais. PHOTO THE JOKERS FILMS

«Rietland», tout n'est pas roseau

Scintillement Dans le thriller du Néerlandais Sven Bresser, un protagoniste inquiet et inquiétant explore les marécages après le meurtre d'une jeune fille.

SEMAINE DE LA CRITIQUE

RIETLAND de Sven Bresser avec Gerrit Knobbe, Loïs Reinders... 1h52.

«*Un homme, la nature et le mal*» : ainsi le Néerlandais Sven Bresser résume-t-il la triade des forces en présence dans son premier long métrage, *Rietland*. L'homme, Johan, est un agriculteur d'âge mûr qui cultive et récolte, dans les zones humides de la campagne où il mène une vie solitaire, des roseaux, culture traditionnelle locale dont les bottes bien serrées et séchées recouvrent les toits de Hollande. Trouvant le corps d'une très jeune fille violée et tuée dans l'un de ces marécages, le taiseux grand-père se fait de plus en plus inquiet – et inquiétant, tant le mystère de savoir exactement ce que ça lui fait s'épaissit à mesure que le film avance, et que le mal, sans vraiment dire son nom (le désir?), semble embrumer ses pensées et hanter tous les paysages.

Visant un haut degré de recherche plastique dans sa quête du thriller psychotique rural, *Rietland* décrit ses décors naturels agricoles avec une belle patience, orientée par les sensations : d'abord fascinée par le scintillement du vent dans les champs de roseaux, puis de plus en plus encline aux dérapages sensoriels, et à toute une série de «montées de son» – bruissements, vibrations, avions, machine à laver, larsens, tous poussés à saturation physique et mentale – s'alliant à un certain symbolisme nordique, à l'obscurité microdosée, pour nous faire vriller avec (de moins en moins avec) Johan, homme de peu de mots joué par Gerrit Knobbe, un authentique coupeur de roseaux de la région.

LUC CHESEL

Masterclass de Robert De Niro : on a les Raging boules

«Rendez-vous»

La Croisette fut mercredi le théâtre d'un long et pénible échange entre l'acteur et l'artiste JR. Récit d'une après-midi perdue.

«**C**'est un géant que nous accueillons dans quelques instants!» lance Thierry Frémault à la salle Debussy du Palais des festivals de Cannes, bouscule à craquer en ce mercredi pour l'occasion. Eh oui, un géant, peut-être le plus grand, Robert De Niro, en chair, en os et en mocassins sombres, demi-riktus arrimé aux lèvres, qui va *talkin to us* alors qu'un millier de téléphones et de paires de fesses se lèvent aussitôt pour vivre pleinement l'instant. Un frisson parcourt l'assistance, ou en tout cas notre échine, et ce sera peut-être le meilleur moment de ce «Rendez-vous» avec le comédien américain qu'on ne présente plus, et qui avait été si classe et si chou, la veille, à la cérémonie d'ouverture, de charger ce philistine de Donald Trump et d'engager tout le monde à résister à l'autocratie.

«Cercueil». Bob se verse un verre d'eau, tout le monde se marre, une jeune femme lui apporte un verre d'eau, tout le monde se marre, c'est magique! JR aussi se sert un verre d'eau, et là, oui, moins drôle, l'on comprend que c'est le plasticien au chapeau et lunettes noires (qu'il n'enlèvera d'ailleurs à aucun moment) qui va animer la conversation, transformant l'heure et quart avec la star en longue bande-annonce d'un pénible projet sur lequel les deux travaillent actuellement mêlant archives personnelles, interviews

et plans-coups de force sur fond de musique grandiloquente. Il faut reconnaître à JR un réel talent pour prendre en charge à lui tout seul le mélange des générations dans le septième art.

L'on comprend que ce projet filmé tourne autour du père de Bob, mais aussi un peu de la mère de Bob, que quelques personnes célèbres y ont participé, et qu'on ne sait pas très bien quand il sera terminé, parce qu'«*on avance, on avance, on s'arrêtera quand on s'arrêtera*». Cela sera redit souvent, comme beaucoup d'autres choses d'ailleurs, dont les questions, faisant à force ressembler la rencontre à une étrange performance d'art sériel tournant autour de l'absurdité et la répétition.

Suivra un court montage des images du projet dont personne ne connaît encore la fin, les meilleures étant les *home movies* de Bob lui-même, les moins bonnes étant par exemple ce plan où l'on voit Bob marcher dans la campagne mordorée sur fond de musique toujours aussi grandiloquente en traînant un long tissu derrière lui. L'on verra plus tard que ce gros tissu, c'est une image de son père, et qu'il va se coucher dessus, sur une péniche, dans la baie de New York. L'envie nous vient d'appeler les services sociaux pour abus de faiblesse.

«*Bon, il y a beaucoup choses bien là-dedans*, philosophe Bob après la vidéo. *Et puis des choses bien que tu n'as pas mises dedans, mais bon, c'est toi qui le fais, ça va où ça va.*» Le «Rendez-vous» a commencé depuis plus de quarante-cinq minutes et on est encore sur ce projet dont personne ne connaît la fin mais dont on aimerait bien voir le bout. Notre voisin soupire et dit des choses peu amères sur les Français. Quelques fauteuils claquent, des spectateurs se lèvent, ils ont visiblement décidé de prendre leur destin en main. «*JR continuera à tourner et tourner*

à l'infini et à me poser des questions quand je serai dans mon cercueil», dit encore Bob. Une perspective réjouissante, que viennent interrompre les questions de membres du public, qui contrairement à JR semblent avoir réfléchi à ce qu'ils aimeraient demander au comédien. Dont personne, d'ailleurs, n'a jusqu'alors mentionné qu'il a joué dans d'autres films que ce mystérieux projet dont on ne connaît pas la fin.

«Good question». Une jeune femme de Géorgie explique que dans son pays aussi, on se bat pour la démocratie, et aimera que Bob explique «*comment on en est arrivé là*». «*Good question*, répond Bob. *Les gens savent ce qu'il faut faire, ils reconnaissent le bien et le mal. Même ceux qui font le mal, et que ça doit déranger.*» Un homme en veste à fleurs explique que son père produisait des James Bond, mais qu'il a aussi été espion. Ce qui n'est pas vraiment une question, mais Bob dit qu'il aime bien ça. Une femme l'interroge sur l'avenir du cinéma : où va-t-il ? Bob n'en sait rien, mais il aimerait qu'on puisse toujours regarder des films au cinéma, pas seulement chez soi, car rien ne remplace cette expérience-là.

Il faudra attendre la fin de la rencontre pour que quelqu'un lui demande ses meilleurs souvenirs de spectateur et ses inspirations d'acteur. Il cite ceux qu'il regardait dans sa jeunesse, Marlon Brando, Montgomery Clift, James Dean, Laurence Olivier. Et, pour les films, *Sur les quais*, *la Fièvre dans le sang*. Le tout premier souvenir, c'est *la Belle et la Bête* de Cocteau. Et Bob de raconter qu'il allait beaucoup dans un cinéma qui s'appelait The Laugh Movie, à New York, sur la 42^e Rue, pour voir des comédies, Abbott et Costello, Laurel et Hardy. Vu d'où on était, ça faisait envie.

ÉLISABETH FRANCK-DUMAS



Robert De Niro lors de son «Rendez-vous» à Cannes, mercredi. PHOTO MIGUEL MEDINA. AFP



Le cinéaste Saeed Roustayi à Cannes en 2022. PHOTO LOÏC VENANCE. AFP

Les cinéastes iraniens se déchirent autour du film de Saeed Roustayi

En compétition officielle avec «Woman and Child», le réalisateur iranien est critiqué par des compatriotes qui l'accusent de compromission pour avoir accepté les règles de la censure, notamment en faisant porter le hijab à ses actrices.

Cette année, dans un Festival où les conflits du monde ont une résonance particulière, une querelle feutrée fait rage, une guerre fratricide aux allures de sac de noeuds. Début mai, après l'ajout à la compétition officielle de *Woman and Child* de Saeed Roustayi, des cinéastes iraniens indépendants ont signé une lettre ouverte appelant le Festival de Cannes à reconsidérer cette sélection, Roustayi s'étant selon eux compromis avec le régime en acceptant les règles de la censure, notamment en faisant porter le hijab à ses actrices. La lettre, anonyme par crainte de représailles, a été concocée par des cinéastes à l'intérieur du pays ou en exil, réunis sous le nom «cinéastes indépendants iraniens et défenseurs de la liberté». Ils y expriment leur «profonde inquiétude» quant à la sélection d'un film qu'ils estiment

«produit dans un climat de censure extrême et financé par des institutions directement liées à la république islamique d'Iran». «Tolérer et faire des compromis avec la structure de la censure revient finalement à étendre la portée et à imposer des limitations aux autres», a ajouté dans un post partagé sur Instagram l'Iranian Independent Filmmakers Association (lifma). Impression de trahison, de compromission, baston entre «bon» et «mauvais» dissidents... la situation est particulièrement intriquée, d'autant que Saeed Roustayi revient à Cannes trois ans après *Leïla et ses frères*, film qui lui a valu d'être arrêté et condamné à six mois de prison pour «propagande anti-régime».

«Colère». Mais alors, qu'est-il reproché exactement à Roustayi ? Déjà, d'avoir obtenu, via les canaux officiels, une autorisation en bonne et due forme pour son film. Ce qui veut dire passer par des commissions, et se plier aux demandes du ministère de la Culture et de l'orientation islamique. Une pratique qui existe depuis longtemps dans le pays, explique Asal Bagheri, enseignante-rechercheuse à l'université de Cergy-Paris et spécialiste du cinéma iranien, mais qui est remise

en question depuis la montée du mouvement de révolte né après la mort le 16 septembre 2022 de Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs. La répression du régime des mollahs face au soulèvement de la

population a entraîné un mouvement de colère des artistes, qui a débouché sur ce que la chercheuse qualifie de «deuxième vague du cinéma underground» des années après une première initiée par Mohammad Rasoulof et Jafar Panahi. Tout à coup, dit-elle, «énormément de gens ont décidé de ne plus demander des autorisations et d'essayer de faire des films un peu autrement, notamment sans le voile obligatoire». Au risque pour les cinéastes et pour les actrices de ne quasiment plus pouvoir travailler.

D'où la frustration de ces réalisateurs, forcés de quitter leur pays ou condamnés à abandonner leur métier, en voyant un film qu'ils jugent autorisé par l'Etat célébré à Cannes un an après des marques de soutien du Festival au mouvement Femme, Vie, Liberté. «Je vis en exil simplement parce que j'ai refusé de réaliser un film qui reproduit le faux récit de l'Etat sur les femmes iraniennes», juge une cinéaste qui a quitté l'Iran il y a trois ans et qui préfère rester anonyme. *Ce qui nous met, en tant*

que femmes, profondément en colère, c'est que Saeed Roustayi a reconnu dans Variety qu'il avait fait des compromis. Nous voulons être claires : personne n'a le droit de faire des compromis pour reproduire des mensonges ou relayer une narration qui va dans le sens du régime.» Il y a «une pression très forte sur les gens qui veulent rester fidèles aux revendications de Femme, Vie, Liberté en tant que mouvement révolutionnaire socio-culturel», ajoute une autre cinéaste iranienne exilée, qui s'étonne de voir Saeed Roustayi produire régulièrement des films à gros budget dans son pays tout en se présentant comme un dissident. «Il y a beaucoup de gens, surtout des jeunes, qui ont refusé de reproduire le schéma classique de compromis, au prix de quitter le pays, pour re-

«Je vis en exil simplement parce que j'ai refusé de réaliser un film qui reproduit le faux récit de l'Etat sur les femmes iraniennes.»

Une cinéaste iranienne

commencer à zéro en Europe. Ces gens-là paient ce prix cher pour voir ensuite des films comme celui-ci gagner la scène internationale, la reconnaissance», s'agace la jeune femme.

«Il y a beaucoup de colère», juge Asal Bagheri, qui estime que cet «espace de liberté d'expression doit exister» mais n'est pas forcément d'accord sur la méthode, alors que personne n'a encore vu le film – la chercheuse fait partie des happy few. Par ailleurs, explique-t-elle, «le cinéma indépendant iranien ne se qualifie pas par rapport à ces autorisations. C'est la pensée du réalisateur qui a toujours été importante, une pensée indépendante de la pensée du système en place en Iran».

Résistance. Ses détracteurs reprochent également à Roustayi de compter parmi ses producteurs un proche du pouvoir, Jamal Sadatian. Et jugent que le film peut dès lors être assimilé à un «outil de propagande» au service de l'Etat. «La tendance historique à autoriser des films approuvés par le gouvernement à concourir dans des prestigieux festivals internationaux sert de stratégie au régime – reconnu comme une dictature religieuse qui pratique l'apartheid génré – pour blanchir son image», écrit encore l'lifma.

Dans un communiqué envoyé à *Variety*, Roustayi, benjamin de la compétition du haut de ses 35 ans, a pour sa part défendu son cinéma comme un acte de résistance intérieure: «Mon quatrième film raconte l'histoire d'une femme qui tient tête à tous les hommes qui lui font face, ainsi qu'à une société patriarcale qui la prive de tous ses droits, y compris celui d'être mère. Le hijab n'est pas mon choix, mais il fait partie de notre vie en Iran. C'est une loi imposée aux femmes, mais nous avons appris à résister de l'intérieur, pour la liberté.» Mohammad Rasoulof, qui a dû fuir l'Iran l'an dernier après la sélection à Cannes de son film *les Graines du figuier sauvage* pour échapper à la prison, est venu à la rescoufle de son compatriote : «Pour moi, il existe une distinction claire entre les films de propagande de la république islamique et les films réalisés sous les contraintes de la censure. [...] Des dizaines de milliers de personnes et leurs familles dépendent encore de l'industrie du cinéma censuré pour vivre. Elles sont contraintes de garder leur emploi pour survivre. Leur participation à ce type de films ne signifie pas qu'elles soutiennent le régime.»

«Depuis toujours, la république islamique a eu un rapport très particulier avec le cinéma, ajoute Asal Bagheri. D'un côté, ils sont sévères, mais ils ont laissé une certaine liberté. Ils ont toujours voulu que cet espace existe ; s'ils ne le voulaient pas, on n'aurait pas pu l'avoir. Mais je pense que si le cinéma iranien avait suivi depuis le début de la Révolution, ce conseil de ne rien faire et laisser le champ libre aux gens qui suivent l'idéologie, on aurait beaucoup moins entendu parler de l'Iran, de la jeunesse et des problèmes de la société iranienne.»

CAMILLE PAIX

Sortir de l'étau ultra

Eva Illouz La sociologue, attachée à Israël mais atterrée par la guerre menée à Gaza et en Cisjordanie, s'est vu retirer le prestigieux prix Israël pour «idéologie anti-israélienne».



Eva Illouz fait partie de ces intellectuels juifs laïcs, attachés à l'existence d'Israël et à la défense des droits des Palestiniens, que le 7 Octobre puis la politique jusqu'à boutiste de Nétanyahou sur Gaza ont fracassés. Quand l'attaque du Hamas s'est produite, elle venait juste de vendre son appartement de Jérusalem pour s'installer à Paris, dans ce XVII^e arrondissement familial où vit encore sa mère. Dégoutée par l'importance de plus en plus grande prise par les ultraorthodoxes dans la vie politique et universitaire du pays, elle avait l'impression que la seule vision d'avenir de la droite israélienne se résumait à un contrôle militaire des Territoires palestiniens, et elle ne pouvait plus le cautionner.

«Avant le 7 Octobre, je ne replaçais pas les actions israéliennes dans un cadre historique. Soudain, j'ai compris que c'était une guerre qui durait depuis cent ans, que l'encerclement d'Israël était devenu un étau et qu'il était miraculeux que cette démocratie ait tenu si longtemps, même si je la vois ces temps-ci s'effondrer. Chez les Palestiniens, il y a une revendication légitime à vivre dans un Etat souverain mêlée chez quelques-uns à un discours antisémite millénariste qui refuse l'existence d'un Etat israélien. Je ne les avais jamais vus comme des ennemis, juste des opprimés. Le 7 Octobre, j'ai compris que certains pouvaient aussi être des ennemis.»

LE PORTRAIT

Sur les murs de son appartement parisien, où elle vit seule et où rien ne traîne, les tableaux modernes côtoient les photos anciennes achetées dans la vieille ville de Jérusalem. Vapeuse à la main, Eva Illouz est dans le contrôle, elle sait que chacun de ses mots est une possible mine, une bombe à retardement. Elle vient d'en faire les frais. Elle, l'universitaire franco-israélienne mondialement reconnue pour son expertise dans la sociologie de l'amour, s'est prise en pleine figure une bouffée de haine à laquelle elle ne s'attendait pas. Fin mars, le ministre israélien de l'Education, Yoav Kisch, lui a

retiré le prix Israël qui lui avait été attribué cette année, arguant qu'elle avait signé, en 2021, une pétition demandant à la Cour pénale internationale de

La Haye une enquête afin de déterminer si Israël était coupable de crimes de guerre en Cisjordanie. «Le président d'Israël, Isaac Herzog, m'a dit que si je retirais ma signature de cette pétition, j'obtiendrais le prix.» Elle n'a pas céde. «Kisch a expliqué que ce n'était pas mon opinion qu'il ne me pardonnerait pas mais le fait que je m'en remette à un tribunal international. Je vois bien que les tribunaux internationaux sont peut-être pris dans des enjeux que je ne cautionne pas tous, mais mon intention première ne change pas : les Palestiniens sont persécutés de façon honteuse en Cisjordanie.» Une commis-

sion universitaire s'est alors réunie pour statuer sur son cas, et l'une de ses trois membres a invoqué contre elle une loi talmudique, Din Rodef, qui donne permission de tuer un Mosser, c'est-à-dire un Juif qui dénonce un Juif à un non-Juif, l'équivalent d'une fatwa. La même loi brandie par Yigal Amir pour supprimer Yitzhak Rabin en 1995. «C'est très grave, réagit Eva Illouz, car c'est venu de l'université, et personne en son sein n'a protesté! Il y a là une déchéance morale de l'institution censée préserver les principes moraux du pays.» Elle n'a pas déposé de recours auprès de la Cour suprême, préférant passer à autre chose. «Les politiciens ne comprennent pas que l'on puisse avoir des valeurs et s'y tenir.» Pas sûr qu'elle ait souhaité recevoir le plus prestigieux prix du pays alors que celui-ci se livre à une guerre sans merci à Gaza et en Cisjordanie. Ce qui ne l'empêche pas d'être choquée par certaines prises de position, aux Etats-Unis comme en France. «Après le 7 Octobre, la gauche doit recalibrer son discours sur les Palestiniens, dit-elle. Pour défendre leur droit à une terre, nous n'avons pas besoin de les angéliser.»

Sa vie, c'est désormais Paris, qu'elle adore. Certains la décrivent comme dure, parfois cassante, d'autres comme courageuse, chaleureuse, baroque. Elle ne lâche rien, voyage beaucoup et multiplie les livres qu'elle écrit en anglais. Avant un recueil d'entretiens à paraître en septembre au Seuil, elle publie cette semaine chez Gallimard un essai dont le titre résume l'époque, *Explosive Modernité. Malaise dans la vie intérieure*, qui tente de comprendre le moment présent à travers nos émotions. Elle y explique «comment les démocraties attisent la colère et se nourrissent d'elle, pourquoi la compétition sociale génère une envie destructrice, comment la peur permanente est produite et entretenue par l'Etat, et en quoi la sphère privée ne constitue plus un refuge».

Née en 1961 à Fès, au Maroc, d'un père bijoutier et d'une mère au foyer, Eva Illouz arrive en France dix ans plus tard avec sa famille. Sans éprouver l'impression de quitter un paradis. «Dans mon école française, on frappait les enfants : sur les doigts, la paume de la main ou les mollets. J'étais sidérée de découvrir qu'en France, les élèves pouvaient désobéir aux professeurs. Du coup, j'étais la plus disciplinée.» Les parents et les cinq enfants déménagent plusieurs fois, Aubervilliers, Sarcelles, où elle obtient son bac, puis Paris. Ses parents sont sionistes, mais n'envisagent pas de partir en Israël. «Ils sentaient qu'en tant que Juifs séfarades, leur condition là-bas serait considérablement amoindrie.» Elle n'a pas cette prévention. Membre d'un groupe sioniste socialiste, elle part étudier deux ans en Israël où elle apprend l'hébreu et l'anglais tout en se lançant dans la sociologie des médias. En 1985, elle s'envole pour l'université de la Pennsylvanie, aux Etats-Unis. «Un paradis, se souvient-elle. C'est incroyable comme cette nation qui a produit les meilleures universités du monde est en train de les détruire.» Elle obtient, en 1991, son doctorat sur l'économie politique de l'amour. Un thème que lui a inspiré, plus jeune, la lecture de *Belle du Seigneur*, d'Albert Cohen. «Dix ans avant Bourdieu, il montre qu'il y a dans l'amour un phénomène sociologique qui est celui du pouvoir. Ce n'est pas tant l'amour qui m'intéressait, mais l'infrastructure économique des émotions.» L'amour, justement, elle le rencontre en 1991 quand elle part enseigner à Tel-Aviv. Il est israélien et prof d'économie, ils auront trois fils, aujourd'hui âgés de 31, 30 et 20 ans. Deux vivent aux Etats-Unis, un en Suisse, mais elle les retrouve régulièrement en Israël où vit leur père dont elle est séparée.

Lorsque Rabin est assassiné, elle sent que quelque chose de terrible se trame, car le camp de celui qui a contribué à ce meurtre, le Likoud, dirigé par Benyamin Nétanyahou, gagne les élections. Elle va malgré tout continuer à vivre et à enseigner en Israël pendant plus de vingt ans – avec quelques allers et retours dans des universités américaines – avant d'intégrer l'EHESS et de revenir à Paris, soulagée et triste de s'être éloignée d'un pays «à caractère fascisant». «Les ultranationalistes sont en train de détruire le projet sioniste pour lequel tant de gens se sont battus», s'afflige-t-elle. ◆

Par **ALEXANDRA SCHWARTZBROD**
Photo **CHRISTOPHE MAOUT**